

Libération

CANNES ÉCRANS À GRAN

■ **L'édition 2018** Le Festival s'ouvre ce mardi sous la houlette de Cate Blanchett et en l'absence de deux prétendants à la palme, identifiés comme dissidents dans leur pays. **ANALYSE, PAGES 2-3**

■ **Géopolitique sur tapis rouge** Du Kenya à la Russie, la sélection accueille de nombreux films frappés de censure. **FOCUS, PAGES 6-8**

■ **Thierry Frémaux** «Si Cannes est là, c'est pour les auteurs» **INTERVIEW, PAGES 3-4**

Lundi sur la Croisette. PHOTO OLIVIER METZGER

Libération



Mai 68 vu par Frédéric Beigbeder

Le 8 mai 1968, le petit Frédéric, 2 ans et demi, gambadait avec son frère Charles au Jardin d'acclimatation. Et tentait de sécher la sieste, chacun sa révolution. **PAGES 30-31**

La contestation réprimée au Nicaragua

La répression du mouvement contre le régime d'Ortega continue, avec des dizaines de morts, des disparitions et des cas de torture. Reportage près de Managua. **PAGES 10-11**

Linky, bon compteur ou faux ami ?

Les nouveaux compteurs électriques, ça a vraiment un intérêt ? C'est dangereux ? Il faut s'inquiéter pour ses données ? CheckNews a répondu à vos questions. **PAGES 16-17**



A Cannes,
lundi.

Un Festival assigné à résistance

Signe des temps: au vu du nombre important de cinéastes absents cette année pour raisons politiques, le Festival semble renouer avec l'époque où il a servi de refuge aux auteurs à la liberté plus ou moins entamée.

ANALYSE

Par
JULIEN GESTER
et **DIDIER PÉRON**
Photos
OLIVIER METZGER

L'an dernier, le Festival de Cannes s'était ouvert dans un climat de chicanes, d'oracles mauvais et de froncements de sourcils: allait-on voir, disruption absolue, la palme d'or revenir pour la première fois à une production de la plateforme américaine Netflix, soit un film qui jamais ne sortirait en salles en France? L'édition 2018, qui s'ouvre ce mardi soir avec la projection d'*Everybody Knows* de l'Iranien Ashgar Farhadi (coproduction internationale aux forts accents hispaniques, avec le couple Javier Bardem-Penélope Cruz pour têtes d'affiche), s'élance, elle, ombragée de cette hypothèse: et si la palme couronnait un absent? Parmi les 21 cinéastes en course en effet, plusieurs cette année ne pourront sans doute pas sortir de leur pays et venir se faire applaudir (ou siffler) sur la Croisette. Outre le singulier cas Jean-Luc Godard, autoséquestré à Rolle



Thierry Frémaux: «A Cannes, on montre ce qu'on veut»

Le délégué général évoque la diplomatie propre à un festival dont les choix sans frontières doivent composer avec des cas de dissidence et de censure à l'étranger.

Thierry Frémaux, délégué général du Festival de Cannes, a des combats plus profonds que la chasse aux selfies pendant la montée des marches. Pilotant en coulisses les tractations délicates et décisions tranchées qui conduisent à la sélection officielle, il explique à *Libération* quelle diplomatie parallèle s'exerce en marge d'une manifestation nécessairement politique.

Difficile de faire abstraction, quand on considère la sélection 2018, du fait que cette année, deux cinéastes en compétition ne pourront a priori pas être là...

Oui, car on est, à quelques jours du Festival [*l'entretien a eu lieu vendredi, ndlr*], sans nouvelles. Ce n'est pas qu'elles sont mauvaises, mais qu'il n'y en a pas. Poutine a bien reçu la lettre, Rohani aussi, on a écrit plusieurs lettres, via divers canaux. Sans réponse. Les deux cas sont très différents. Le film de Kirill Serebrennikov était déjà quasi tourné quand il a été arrêté, alors que Jafar Panahi est dans cette situation depuis des années. Serebrennikov est assigné à résidence et suspecté

de détournement de subventions publiques, alors que Panahi peut a priori sortir d'Iran, mais notre lettre demande au pouvoir iranien de le laisser rentrer chez lui s'il quitte le pays pour venir à Cannes. Et bien évidemment, dans les deux cas, il est très probable que leurs films restent invisibles dans leur pays respectif.

Concrètement, comment le Festival travaille-t-il dans ce type de cas? En collaboration avec la diplomatie française, pour influencer les autorités des pays concernés?

On travaille avec l'ambassadeur des droits de l'homme au Quai d'Orsay, François Croquette, qui s'occupe spécialement de ces questions-là et nous a beaucoup aidés. On est évidemment passés par le ministre Jean-Louis Le Drian, en adressant également des lettres transmises aux autorités iraniennes et russes par les ambassadeurs sur place. La question de la diplomatie est au cœur du Festival, puisque le ministère des Affaires étrangères fait partie du conseil d'administration, et que la question du dialogue entre les peuples par l'entremise de l'art figure dans nos statuts. Par ailleurs, comme vous le savez, jusqu'au début des années 70, Cannes recevait les films présentés par les pays eux-mêmes. C'était l'Union soviétique qui choisissait d'envoyer les films qui lui semblaient la représenter le mieux, par exemple. L'Iran, qui disposait pourtant d'un cinéma vivace, n'envoyait à l'époque pas de films ou n'était pas invité.

A l'époque, évidemment, il n'y avait pas de problèmes diplomatiques avec les étrangers, mais il y avait tout le temps des scandales autour des films français, comme *la Religieuse* de Rivette. Puis le Festival a décidé de choisir lui-même tous les films, et c'est là que les problèmes ont commencé. Les cas les plus célèbres étant les films de Yilmaz Güney (*Yol, la permission*, Turquie, 1982) et d'Andrzej Wajda (*L'Homme de fer*, Pologne, 1981), sortis clandestinement de leur pays pour être présentés sur la Croisette. Deux palmes d'or d'ailleurs. Une année, même Abbas Kiarostami ne nous avait pas présenté son dernier film parce qu'il ne voulait pas se mettre en danger vis-à-vis du pouvoir iranien. Il a pu y avoir aussi des histoires autour des drapeaux des pays représentés en compétition, que l'on faisait flotter au village international. On a eu le problème lorsqu'un film de Hou Hsiao-hsien était sélectionné, puisque l'on avait mis un drapeau de Taiwan, ce qui avait suscité les protestations de l'ambassade chinoise, qui ne reconnaît pas la souveraineté taïwanaise. On avait dû les recevoir et jouer les innocents.

Vous aviez cédé?

Non. Mais on a arrêté les drapeaux depuis.

Quel type de relations avez-vous avec les interlocuteurs officiels chinois? Vous êtes libres de voir et sélectionner ce que vous voulez?

De loin, ça pourrait donner le sentiment qu'on est **Suite page 4**

monde, toutes disciplines confondues, Cannes est cette principauté éphémère, à la fois sous haute surveillance et intrinsèquement licencieuse, qui semble superposer autant qu'il est possible sa souveraineté aux frontières et fractures géopolitiques. S'ils se précipitent volontiers dans les gradins d'une Coupe du monde ou du Festival d'Avignon, les chefs d'Etat français renâclent à s'y rendre – seul Chirac a passé une tête fugace lors d'un déjeuner du jury en 1997, sans fouler les marches –, certainement par peur de frayer avec le trop-plein de paillettes, mais sans doute aussi pour ne pas avoir à se mesurer en cette terre quasi étrangère à l'aura de l'aristocratie artistique qui y règne sur la république autonome cinéphile – où, en effet, l'on voit mal quel autre rôle que celui de potiche au charisme en berne un Sarkozy ou un Hollande auraient pu trouver à jouer. Même à l'échelle départementale, on peut se demander si le préfet des Alpes-Maritimes, Georges-François Leclerc, plusieurs fois condamné pour violation du droit d'asile, se risquera à enfile son plus beau smoking pour assister à la première de *Libre*, présenté hors compétition, portrait documentaire de Cédric Herrou, figure de l'aide aux migrants dans la voisine vallée de la Roya.

PRIME AU DÉPAYSEMENT

Si le Festival, cette année, paraît balayé comme rarement de mémoire récente par les vents contraires de l'histoire contemporaine, ses guerres et ses régimes autoritaires, c'est sans doute aussi le fait d'une décroissance violente du taux de glamour au centimètre carré de tapis rouge, que celle-ci ait été choisie ou subie par le délégué général, Thierry Frémaux, aux commandes de la sélection officielle. Pour quelques titres au casting plaqué or – de Vanessa Paradis dans *Un couteau dans le cœur*, du Français Yann Gonzalez, au grand retour (hors compétition) du banni danois Lars von Trier avec Matt Dillon et Uma Thurman dans les valises de son *The House That Jack Built*, en passant par le film de Farhadi ou le nouveau produit dérivé de Star Wars, *Solo* –, la programmation des écrans du palais paraît, sur le papier, avoir réévalué les critères de la toise à l'entrée. Peut-être le Festival prend-il ainsi à sa manière la mesure d'une tendance de fond au dédagisme intégral – bon nombre de noms d'habitues y seront passés à la trappe. Quoi qu'il en soit, de cela procède un rajeunissement des invités à la noce cannoise, doublé d'une prime au dépaysement procuré par ces films «*qui donnent des nouvelles*» d'ailleurs, si chers à l'éclairer mondialisé Frémaux.

Malgré les jeux de notabilité divers qui président aux sélections d'une année à l'autre, malgré les logiques de marché conspirant partout ailleurs à la concentration des moyens et des canaux de diffusion de quelques mêmes films bien dotés, malgré l'inflation de la présence archi-invasive d'industries clinquantes et marketo-fascistes, Cannes demeure cet endroit où s'exerce encore étrangement un principe de démo-méritocratie à rebours de l'époque, puisqu'à l'inverse d'une rentrée littéraire ou d'une coupe d'Europe de football, l'intrus génial et intempêtif peut toujours s'imposer en pleine lumière, à la seule force d'un éblouissement collectif venant bousculer tenues de soirée et valeurs établies. Son impact sur les débouchés commerciaux de son vainqueur a beau s'être amoindri, la palme jouit encore de cette aura propice à bouleverser les destinées d'un film déboulé de nulle part, d'un cinéaste pas spécialement beau, de la production d'un pays ultraminoritaire ou même de l'idée que le public de cinéma d'auteur peut se faire d'un grand film. De là à arracher un artiste à sa geôle? Il reviendra dans dix jours au jury présidé par Cate Blanchett d'éprouver ou non la portée de ce pouvoir qui lui est confié. ◆

(Suisse), qui a laissé entendre que ça serait sans lui (ce qui signifie qu'il peut débouler à tout moment), deux des auteurs de films en compétition se trouvent aujourd'hui dans des situations de mobilité violemment réduite par les autorités de leur pays respectif, où ils font figures d'artistes trop forts en gueule et dissidents.

Le Russe Kirill Serebrennikov (*lire page 7*), metteur en scène habitué d'Avignon et déjà passé par Cannes (avec *le Disciple*, en 2016) fut arrêté en août à Saint-Pétersbourg alors qu'il était en tournage de *Leto*, et se trouve depuis assigné à résidence à Moscou dans l'attente d'un procès où il risque dix ans d'emprisonnement pour «*fraude à grande échelle*» et détournement de subventions (68 millions de roubles, soit un peu moins d'un million d'euros) dans le cadre de ses activités théâtrales. Son assignation à résidence a été prolongée au lendemain de l'annonce de son invitation en compétition – pour ce film qui évoque l'émergence de la scène rock à Leningrad dans l'Union soviétique de Brejnev –, ce qui ne laisse guère planer de doute quant à ses chances de se voir délivrer un bon

de sortie, malgré le déploiement du *soft power* du Festival, appuyé par le Quai d'Orsay (*lire entretien ci-dessus*).

FILMS EXFILTRÉS

Quant à l'Iranien Jafar Panahi (*pages 6-7*), désormais habitué à récolter les honneurs dans des manifestations dont il est le grand absent (son *Taxi Téhéran* avait remporté l'ours d'or au festival de Berlin en 2015), il tourne depuis des années ses films dans la clandestinité, alors qu'il demeure sous le coup d'une peine prononcée en 2010 pour «*activités contre la sécurité nationale et propagande contre le régime*»: six ans de prison et une interdiction de réaliser des films ou de quitter le pays pendant vingt ans. Les termes d'application de cette sentence se sont depuis assouplis mais toute sortie – autorisée ou non – du pays l'exposerait au risque de l'impossibilité du retour. Enfin, s'il paraît douteux de mettre sur le même plan la privation de circulation des hommes et des œuvres, par-delà ces deux cas particulièrement saillants, nombre de films retenus cette année au sein de la sélection officielle et dans ses marges parvien-

dront à Cannes déjà frappés au pays natal du sceau de la censure, ou sérieusement menacés d'en subir les foudres. Des films kényans, chinois, thaïlandais (*page 8*)...

Il y a cinquante ans, lors d'une édition 1968 restée fameuse en raison de son annulation pure et simple, le Festival s'était déjà fait le refuge de Milos Forman, venu y présenter *Au feu les pompiers*. Le cinéaste tchèque traînait encore à Paris quand les chars russes entrèrent à Prague trois mois plus tard, ce qui acheva, à l'heure du départ, de le convaincre de privilégier un vol pour l'Amérique plutôt que le pays natal. Cannes a par la suite entretenu une longue histoire de diplomatie parallèle et de films exfiltrés dans un carton à chapeau ou le baise-en-ville de Gilles Jacob, enjambant aussi fréquemment que possible les murs et rideaux de fer pour s'ériger en refuge d'artistes et d'auteurs à la liberté plus ou moins entamée – en 1982, le Turc Yilmaz Güney s'était évadé de la prison depuis laquelle il avait écrit et dirigé *Yol*, pour fuir son pays, aller en achever le montage en France et remporter la palme d'or. Consacré au fil des décennies comme le premier festival du

Suite de la page 3 Paul Newman dans *le Rideau déchiré* de Hitchcock... Mais on connaît bien les gens de l'ambassade de Chine à Paris, et quand on y va, au moins une fois par an, il n'y a aucun problème. On montre ce qu'on veut, comme le film de Wang Bing cette année, qui fait pourtant des films qui déplaisent. Mais là aussi, quand ça se passe à l'étranger, le régime s'en soucie peu et ne fait pas de vagues. On se souvient du cas de Jiang Wen, dont le film *les Démons à ma porte* avait été montré à Cannes en 2000 sans problème, mais qui avait été frappé d'interdiction de tourner par son pays, et le film avait été interdit en Chine. Par la suite, la punition a été levée, il s'est remis à faire l'acteur, a tourné des films commerciaux et a repris une vie tout à fait normale.

La politique chinoise semble avoir changé. A l'époque, des Jiang Wen ou des Yu Lik-wai étaient muselés, alors que désormais, le pays laisse les films se faire et circuler à l'étranger, se contentant d'empêcher leur diffusion domestique...

C'est tout à fait ça. C'est comme un Andreï Zviaguintsev, qui n'est pas exactement un ami de Poutine, dont les films n'ont aucun problème à venir gagner des prix à Cannes mais qui sont un peu tués dans l'œuf en Russie. Il y a un affrontement permanent avec la censure, ils ne sont pas spécialement contents qu'il représente le pays à Cannes ou aux Oscars, mais il arrive à faire ses films librement. Quand on voit les responsables chinois, souvent, ils nous disent, dans une espèce de sourire :

– «Vous ne prenez pas les bons films.»

– «Ah bon ? Montrez-les nous...»

Ils parlent peut-être des cinéastes officiels, mais on regarde tout de même, puisque le pays est si grand... On cherche, parce que peut-être qu'on passe à côté de tas de jeunes gens géniaux à force de prendre l'habitude de travailler avec les mêmes, mais en vérifiant, chaque fois... on ne trouve rien.

On a le sentiment que la question de la sortie en salles en France est devenue cruciale avec le dossier Netflix, mais celle de la diffusion des films dans leur pays d'origine

n'est pas un front ouvert par le Festival...

C'est mon vœu le plus cher. On pourrait faire plus. On a proposé dans les projets à venir que Cannes aille porter la parole du cinéma d'auteur dans les pays où c'est difficile avec les cinéastes locaux...

On pensait moins au cinéma d'auteur qu'à la liberté d'expression...

Oui, mais je vous parle du cinéma défendu par Cannes, dont la liberté peut être entravée dans certains endroits du monde. L'idée est que le prestige de l'enseigne cannoise permette de montrer des choses pas évidentes dans tel ou tel pays. Tout comme il était d'autant plus important de mettre le film de Serebrennikov en compétition au regard de sa situation, même si ce n'était pas le critère premier.

«Nous avons créé une controverse plus importante que nous ne le souhaitions», a dit le patron de Netflix, Reed Hastings, à Lille lors de Séries Mania, à propos du retrait de leurs films de la possible sélection cannoise...

Je viens encore de lire un article expliquant que c'était la guerre entre Cannes et Netflix alors que je dis que nous n'avons cessé tout l'hiver de nous parler et de tenter de trouver une solution. C'est clair que Cannes est au milieu d'une mutation massive du secteur, et l'on est aussi possiblement l'instrument de telle ou telle stratégie. L'an dernier, on les a invités en leur demandant de sortir les films en salles en France. Ils ont refusé. Très bien, du coup, on revient aux règlements qui prévalaient à une époque où les plateformes n'existaient pas. Quand on leur a dit qu'il fallait sortir en salles pour être en compétition, ils se sont braqués et les deux films qui nous intéressaient, ils ont préféré ne pas les donner. Maintenant, le patron revient en France et fait des déclarations comme s'il venait d'engueuler ses équipes en leur reprochant de ne pas avoir trouvé de solution. J'ai du mal à comprendre, mais c'est la saison 2 d'une histoire, et il y aura une saison 3, etc. Il y a un grand feu qui s'alimente, on voit l'émer-

gence d'une génération de spectateurs qui ne vont pas voir les films ou le type de films que Cannes sacralise. On a quelques gros films qui n'ont pas besoin de nous. C'est bien d'avoir *Star Wars* pour faire la fête et éviter qu'on ait des titres d'articles type «Hollywood déserte Cannes». Et le

«L'idée est que le prestige de l'enseigne cannoise permette de montrer des choses pas évidentes dans tel ou tel pays.»

film est super, mais si Cannes est là, c'est pour les auteurs, pour Wang Bing, Serebrennikov et Panahi ou Godard, qui se plaint souvent que les films ne sont pas vus, pas discutés. Sinon, qui le fera ?

Recueilli par **JULIEN GESTER** et **DIDIER PÉRON**



Thierry Frémaux sur les marches du Palais des festivals, en mai 2016. PHOTO PHILIPPE QUAISSÉ. PASCO

Avant l'ouverture, tchatche sur des points brûlants

Devant la presse, le patron de la sélection officielle a insisté sur la place faite aux femmes et la modification du planning des projections.

Lundi, veille de l'ouverture du Festival, son délégué général, Thierry Frémaux (lire interview pages 3-4), a convoqué les 4200 journalistes accrédités à une conférence de presse surprise dont l'objet n'était pas précisé. Les spéculations allaient bon train sur le

chemin du bunker, tant les sujets de discussion ou motifs de discorde abondent pour cette 71^e édition, du changement des horaires de projection à l'interdiction des selfies en passant par un prix spécial en l'honneur d'Ermanno Olmi (lire page 15)... Il n'en fut rien. Frémaux avait peu d'annonces à faire et, face à une horde de 300 journalistes, il a joué la carte de la fraternité entre «la presse» et lui. Pendant plus d'une heure, répondant aux questions, il a fait le tour des sujets brûlants. D'abord, la présence des femmes. En cette période post-Weinstein, il a adressé un satisfecit au Festival : «Y a-t-il une égalité salariale ?

Oui ! Y a-t-il la parité ? Non ! Il y a plus de femmes que d'hommes !» Et de rappeler que, si «on dit que 7% des réalisateurs sont des femmes», le festival en invite une plus grande proportion. Puis d'énumérer les événements parafémministes : montée des marches des femmes (le 12 mai), les ministres de la Culture française et suédoise pour un débat (le 13), colloque «50-50 pour 2020» sur la parité (le 14) et même ouverture d'une ligne téléphonique et d'une adresse mail où les victimes de violences ou harcèlement pourront témoigner. «Avant, la police savait, mais pas nous...», a-t-il ajouté sans en rajouter. Après avoir affirmé que la

modification du planning de projection était une aide à la presse («Il est fou», a soufflé un Allemand près de nous), et avoir absous Lars von Trier de tout antisémitisme («Il a fait une série de plaisanteries sur un sujet sur lequel on ne peut pas plaisanter. Pierre Lescure a jugé que sa punition avait assez duré»), Frémaux lui-même a abrégé la convocation par un : «Je suis content de vous avoir rencontrés. Content de cette conversation [monologue, ndlr], qui est une nouveauté. Viva el cinema ! Si vous voulez, ici il est possible de faire un selfie.»

GUILLAUME TION
Envoyé spécial à Cannes

NESPRESSO



FESTIVAL DE CANNES
Partenaire Officiel

NESPRESSO FAIT SON CINÉMA

#NespressoCannes

Un cinéma fruit de la pression

Censure, autoritarisme, homophobie: que ce soit en Iran, en Russie, en Turquie, en Thaïlande ou au Kenya, le travail des cinéastes est souvent entravé. Radioscopie de cinq pays où les auteurs doivent braver le pouvoir et ses interdits.



3 Visages, de Jafar Panahi (à droite sur la photo). Le cinéaste a tourné quatre films depuis que la justice iranienne lui a interdit de le faire. PHOTO DR

Iran Jafar Panahi, un opposant qui a du panache

Accusé de propagande contre le système, frappé d'une interdiction de filmer et de quitter le territoire jusqu'en 2030, le cinéaste multiplie les tournages. Son attaque frontale des maux du pays a fait de lui un éclairer visionnaire.

«**J**afar Panahi est un véritable cinéaste: il est donc impossible pour lui de ne pas écrire et réaliser de films.» C'est par ces mots que son neveu, Hadi, explique l'obstination du célèbre réalisateur iranien à filmer en dépit des entraves qui depuis 2010 ont profondément transformé sa carrière, sinon son art. Jafar Panahi présentera son nouveau film, *3 Visages*, en compétition mais il ne pourra pas venir en France pour accompagner son film, ni éventuellement recevoir un prix si le jury décide de lui en décerner un. Il vit toujours sous le coup d'une interdiction de filmer et de quitter le territoire qui ne doit s'achever qu'en 2030. Bien qu'il ait renoncé de fait à donner suite aux différentes invitations internationales qui lui sont faites, il a cependant tourné pas moins de quatre films depuis

la sentence. «*La compétition à Cannes, c'est une occasion qui pourrait ne plus jamais se présenter! Ce serait une si bonne nouvelle qu'il puisse être présent au Festival*», s'émeut Hadi qui était au côté de son oncle sur presque tous ses tournages. «*Jafar Panahi, c'est quelqu'un qui vous façonne. Devant sa caméra, il est possible de devenir exactement qui il veut et qui vous voulez!*» raconte-t-il plein d'admiration pour l'auteur du *Cercle* et de *Sang et Or*.

Requête. Interrogés, ses proches préfèrent demeurer le plus évasif possible sur les conditions de travail du cinéaste. Après 2010 et son arrestation, son état de santé était fragile: «*Mais il a repris le travail et nous aimerions vraiment que ce soit plus simple pour lui. Et pour encore plus de plaisir, nous espérons voir*

ses films sur les écrans en Iran!» affirme Hadi. Sa condamnation pour «action contre la sécurité nationale et propagande contre le système» rend son travail plus compliqué mais n'étant pas assigné à résidence, il reste libre de ses mouvements, ce que dénonçait par ailleurs le quotidien ultra-conservateur iranien *Keyhan* dans un article à charge publié le 18 avril. Contacté par *Libération*, Jafar Panahi a donc préféré décliner notre demande d'interview pour éviter de faire trop de bruit alors que le Festival de Cannes a joué de tous les canaux diplomatiques pour réclamer sa présence sur la Croisette. Une requête par ailleurs doublée d'une lettre de l'association des réalisateurs iraniens au président Hassan Rohani.

«La différence entre Abbas Kiarostami, qui a toujours pu être libre de ses mouvements, et Jafar Panahi, c'est que le premier a choisi de se tenir à bonne distance des positions officielles et des problèmes sociaux et culturels pour mieux s'y opposer de biais, quand le second, au contraire, signe des films qui traitent frontalement de ces difficultés», explique Shagayegh, étudiante en cinéma à Téhéran. «En Iran, des films sombres et tristes, comme ceux de Panahi à ses débuts, on en voit désormais beaucoup! Parfois même encore plus pessimistes et plus dramatiques! Il a ouvert la voie du cinéma iranien contemporain. C'est grâce à son travail qu'aujourd'hui on peut parler aussi facilement des problèmes de société, de la corruption, etc.», explique Mohammad (1), photographe et ancien étudiant en cinéma.

Gâchis. Pour Ramin, assistant de Panahi sur trois de ses films, les attaques renouvelées par la presse conservatrice contre le cinéaste sont imméritées: «Ce n'est pas le genre de personne à sortir du pays pour aller faire des films contre l'Iran. Il révèle les vérités de la société qui peuvent être résolues. Je ne pense pas que ce soit donner une vision négative de l'Iran.» Hadi le présente en éclaircur et visionnaire: «Dans *Offside*, il parlait des femmes qui voulaient entrer dans les stades de foot, dix ans après, c'est devenu un sujet d'actualité.»

«Notre cinéma en Iran a du potentiel, c'est dommage. Une telle condamnation n'est pas normale. Cependant, aujourd'hui, certains tentent de le soutenir. C'est comme si nous étions à la table des négociations. Nous espérons que la situation va s'améliorer», explique Hadi. Pour un autre cinéaste iranien qui a préféré rester anonyme, ce genre de condamnation n'est pas adapté à la réalité contemporaine «avec notamment les réseaux sociaux, il est beaucoup moins facile de tout contrôler». Une évolution de la société qui, selon Shagayegh, permet également à certains Iraniens de découvrir son œuvre: «Etant donné que la plupart de ses films étaient interdits, les gens qui ne font pas partie du milieu cinématographique n'ont pas beaucoup entendu parler de lui, mais peut-être que désormais, grâce au satellite et aux chaînes étrangères, ils vont mieux le connaître.»

La jeune femme évoque le risque que Panahi rejoigne les rangs de ces cinéastes «dont on ne peut reconnaître en Iran la véritable valeur et l'influence dans le cinéma qu'une fois morts». Ramin, lui, regrette le gâchis que cette condamnation et ses conséquences entraînent: «S'il n'était pas interdit d'exercer, Panahi pourrait être un formidable représentant de l'art et de la culture iranienne à l'étranger.» «Le cinéma iranien a beaucoup de grands cinéastes et ce devrait être un motif de fierté nationale, ajoute Hadi. Nous sommes contents de voir que ça marche et ce malgré les difficultés et les obstacles.» Et de conclure: «J'espère qu'il va arriver de belles choses cette année sur la Croisette pour l'Iran et ses artistes!»

SARA SAIDI

Correspondance à Téhéran

(1) Certains prénoms ont été modifiés.



Leto, du cinéaste assigné à résidence Kirill Serebrennikov. PHOTO DR

Russie «Leto» se resserre autour de Kirill Serebrennikov

Accusé par le pouvoir de détournement de subventions, le cinéaste ne pourra pas venir défendre son film au Festival.

Assigné à résidence depuis le 23 août, le charismatique cinéaste et metteur en scène Kirill Serebrennikov ne verra pas Cannes cette année, où il était invité à présenter son dernier film, *Leto* («Été»), en lice pour la palme d'or. C'est depuis son appartement moscovite, sur son ordinateur personnel, qu'il a réalisé le montage de ce film racontant la naissance de la culture rock underground à Leningrad dans les années 80. Sur le fond, l'artiste est accusé de fraude massive. Il lui est reproché d'avoir détourné des subventions allouées par le ministère de la Culture russe, desti-

nées à financer le projet artistique *Plateforme*. D'après l'une de ses dépositions, rendue publique par la télévision d'opposition Dojd le 18 avril, Serebrennikov se serait servi des fonds publics pour rembourser un prêt lié à son projet: «Le fait est que nous n'avions reçu aucun versement du ministère. Or, notre programme *Plateforme* était quotidien, sans interruption. Nous ne pouvions expliquer à nos spectateurs que nous ne venions pas jouer parce que nous n'avions pas d'argent. Nous avons eu une discussion avec Voronov [productrice du projet, ndr], elle m'a suggéré de contracter un prêt bancaire, de sorte qu'une fois l'argent du ministère arrivé, nous puissions nous rembourser», a déclaré Serebrennikov aux enquêteurs.

Sur la forme, l'affaire est plus politique que jamais. Les professionnels du secteur sont unani-

mes, les petits arrangements avec les fonds publics sont légion dans le milieu culturel russe. Quoi qu'il en soit, Serebrennikov a fait l'objet d'un traitement particulier de la part des autorités, qui ont mystérieusement confié l'enquête au «Comité d'enquête», service spécial directement lié au Kremlin, d'ordinaire chargé d'affaires autrement plus graves. L'arrestation de cette star du microcosme culturel moscovite ainsi que la polémique ayant frappé la première de son impressionnant ballet dédié à Nouréev, conçu pour le Bolchoï à l'automne, ont sonné comme un avertissement envoyé aux directeurs de théâtres et cinéastes russes à quelques mois, alors, de l'élection présidentielle de mars.

L'opposition russe se trouvant de plus en plus verrouillée et affaiblie, il n'y a plus que la culture pour permettre à certains débats

et espaces de liberté de subsister. Pourtant, au lendemain des nombreuses perquisitions et arrestations au sein du Centre Gogol, le centre dramatique dont Serebrennikov est le directeur, le monde culturel russe sous le choc n'a opposé qu'une protestation mesurée. Nombre d'établissements dépendent évidemment des aides de l'Etat.

Lors de l'arrestation du cinéaste, en plein tournage de son film à Saint-Petersbourg, c'est en France que le secteur culturel s'est mobilisé le plus efficacement. Cinquante figures du monde artistique français ont adressé une lettre ouverte à l'ambassadeur de Russie en France sans que cela ne fasse évoluer la situation. L'artiste demeure pour l'heure assigné à résidence sans droit de communiquer ou de s'exprimer en public. Comme la direction du Festival, l'agence fédérale de la production cinématographique russe Roskino a milité, en vain, pour qu'il puisse rejoindre le tapis rouge. De leur côté, les autorités françaises se sont gardées de prendre position sur le sujet.

L'assignation à résidence du cinéaste russe devait prendre fin le mois dernier, elle est prolongée jusqu'au 19 juillet. «A ma connaissance, dans le monde politique russe, personne n'a milité pour qu'il puisse se rendre à Cannes, explique à *Libération* Dmitri Kharitonov, avocat de Serebrennikov. Pour être honnête, nous essayons de ne pas trop discuter de la participation de Kirill au Festival de Cannes. Le sujet est très sensible, tous les réalisateurs veulent être à Cannes. Ces circonstances font qu'il ne pourra pas en être cette fois-ci, mais les choses passeront, il en sera la prochaine fois. Kirill m'a dit que, s'il ne pourra pas être présent physiquement, il le sera à travers son film. C'est le plus important pour lui.»

PAUL GOGO

Correspondant à Moscou

Turquie Une censure qui ne dit pas son nom

Dans le régime d'Erdogan, les cinéastes engagés doivent naviguer entre financements refusés et visas d'exploitation non délivrés.

Une nouvelle fois, le cinéma turc pourra compter sur l'un de ses réalisateurs phares pour être représenté à Cannes. Nuri Bilge Ceylan, vainqueur de la palme d'or en 2014 avec *Winter Sleep*, sera en France pour présenter son dernier film, *Le Poirier sauvage*. Mais en Turquie, ce succès ne fait pas oublier que le cinéma d'art et d'essai est en lutte permanente pour sa survie. Pourtant, à regarder les chiffres, l'industrie cinématographique se porte bien: plus de 71 millions de spectateurs en 2017, dont plus de la moitié venus voir des films turcs. «On ne représente qu'une goutte d'eau dans

ce marché», soupire le réalisateur indépendant Serhat Karaaslan. Difficile d'exister selon lui face aux comédies et films d'action aux accents très militaristes qui, bien souvent, tiennent le haut de l'affiche. Tout commence par la recherche de financement. «Les boîtes privées ne prennent pas de risques avec des sujets qui pourraient déplaire à l'Etat», explique l'artiste turc. «Le ministère de la Culture a bien un système de financement, il est crucial pour les réalisateurs d'art et d'essai, avance une critique turque qui tient à rester anonyme. Mais depuis la mise en place de l'Etat d'urgence en 2016, il y a de plus en plus de questions soulevées concernant ce fond.» Plusieurs cinéastes s'estiment en effet «blacklistés» pour leurs positions politiques. Leur salut vient donc de l'étranger, explique Serhat Karaaslan, dont le dernier film, *Passed by Censor*, est une coproduction franco-allemande. Autre épreuve: l'obten-

tion du visa d'exploitation, délivré par le ministère de la Culture. «Il demande un document officiel même pour les diffusions dans un festival. Et cette autorisation peut être utilisée pour empêcher la projection d'un film. Cela peut être vu comme un mécanisme de censure», explique la critique cinéma. Et de citer le cas du documentaire *Bakur*, plongée dans le conflit entre l'Etat turc et le PKK kurde, déprogrammé du festival du film d'Istanbul «faute de certificat». En 2017, deux scènes de *Zer*, de Kazim Öz, premier film à évoquer les massacres des Kurdes alévis par l'Etat turc en 1938, doivent être coupées sous peine d'interdiction totale. Karaaslan précise: «Il est encore très difficile de parler au cinéma de questions liées à l'homosexualité, à la politique, à la religion ou encore à la question kurde, un véritable tabou.»

QUENTIN RAVERDY

Correspondant à Istanbul



Le film de Wanuri Kahiu raconte l'histoire d'amour d'un couple de lesbiennes. PHOTO DR

Kenya «Rafiki», au-delà du lesbien et du mal

Le premier film kényan sélectionné à Cannes pourrait ne pas sortir dans ce pays largement homophobe.

Du jour au lendemain, le nom de Wanuri Kahiu est apparu dans les médias du monde entier. *Rafiki*, nouveau film de la cinéaste, est le premier long métrage kényan sélectionné à Cannes et narre l'histoire d'amour d'un couple lesbien dans une région où l'homosexualité est fortement réprimée. Viols punitifs, harcèlement, coups : beaucoup vivent sous le joug d'une société profondément homophobe.

Rares sont ceux dont la voix est entendue, et la cinéaste se trouve donc propulsée porte-étendard de la communauté LGBT africaine.

Casse-tête. «C'était urgent et nécessaire de réaliser une histoire comme celle-là. *Rafiki* parle des bons et mauvais côtés des histoires d'amour, et de l'oubli des préjugés quand on tombe amoureux», explique-t-elle à *The Nerve Africa*. Mais la joie d'aller à Cannes est vite effacée par les autorités kényanes. Malgré les félicitations adressées par le ministère de la Culture sur les réseaux sociaux, le bureau de classification des films (KFCB) interdit la diffusion et la promotion du film au

Kenya. Ezekiel Mutua, son directeur, a dû résoudre un casse-tête. Interviewé par l'une des rares radios à avoir parlé du film, il encense Wanuri : «C'est l'une des personnes les plus intéressantes de l'industrie du cinéma kényan ! Qu'elle se retrouve sélectionnée au Festival de Cannes... Ce sont les prix les plus importants après les Oscars !» Mais quand on l'interroge sur l'histoire racontée par *Rafiki*, Mutua botte en touche. Hors de question pour lui d'évoquer l'homosexualité de façon positive. L'homme est l'un des plus grands adversaires des associations LGBT au Kenya. La page Facebook du KFCB s'en fait l'écho, le film ne recevra pas un bon accueil : «Personne

ne devrait haïr les gays, mais leur comportement doit être condamné et rejeté ici. [...] Ceux qui choisissent d'être gays doivent savoir que cela aura des conséquences. Nous n'allons pas heurter la sensibilité de 99% de la population juste pour leur faire plaisir.» L'homosexualité serait selon lui une maladie importée d'Occident. A ceux qui lui disent qu'elle a été influencée par ses études à l'étranger, Wanuri Kahiu rétorque que c'est son pays et son continent qui l'inspirent : les homos font partie de l'Afrique, n'en déplaise aux institutions.

«Démon». Le directeur avait un droit de vie ou de mort sur *Rafiki*. Quatre jours après l'annonce de la sélection cannoise, il rencontrait Wanuri Kahiu pour lui demander de se plier à la morale kényane : la jeune femme a deux jours pour remonter intégralement son film et en exclure les scènes lesbiennes. Mais elle refuse de dénaturer son œuvre, déjà conviée à Cannes, ce qu'elle annonce au régulateur. Un membre de l'industrie locale, proche de l'administration kényane, rapporte à *Libération* les dessous de la réunion : «Elle lui a proposé d'interdire le film au moins de 18 ans, en lui expliquant que les Kényans sont des gens matures, qui peuvent décider eux-mêmes ce qu'ils veulent voir ou non.» Mais rien n'y fait. La sanction est tombée le 27 avril : le film sera interdit au Kenya car «son but est de faire la promotion de l'homosexualité, ce qui est contraire à la loi.» Si la cinéaste en possède une copie, en fait la promotion ou en parle sur les réseaux sociaux, elle sera envoyée en prison. Seul espoir, un revirement en appel : «Un prix à Cannes pourrait probablement peser dans la balance. Si *Rafiki* l'emporte, Ezekiel aura du mal à résister à la promotion offerte

au cinéma kényan», dit un proche du directeur.

Autour du verdict final, les attentes sont grandes au Kenya, en particulier pour la communauté LGBT. «Cet homme... il est incapable de nous entendre. Pour lui, nous sommes des démons. Je rêve qu'il autorise le film, mais je ne vois pas comment il pourrait le faire, explique Mercy Njue, une des responsables de la commission nationale des droits de l'homme pour les gays et lesbiennes. *Même s'il ne sort pas en salles, Wanuri nous aura fait connaître, le monde aura entendu parler des problèmes que nous avons ici. Ce n'est pas une activiste des droits des LGBT, elle a probablement choisi de parler de nous parce qu'elle savait que cela ferait un bon film. Mais tout ce qui met la communauté gay en avant ne peut qu'être positif, nous en avons besoin pour mener notre révolution.*»

Les hasards du calendrier ont fait coïncider la sélection cannoise et l'un des plus importants événements de ces dernières années pour les droits des gays en Afrique de l'Est. La justice kényane va bientôt entendre les associations LGBT demandant la légalisation des relations sexuelles entre hommes, jusqu'à présent condamnées par des peines de prison. Les associations veulent y croire : la juge a une image progressiste et indépendante du gouvernement, le verdict sera annoncé au cours des prochains mois. Mais face à cette décision capitale qui ne lui appartient pas, l'administration kényane voudra probablement montrer qu'elle ne compte pas se laisser faire. Empêcher la sortie de *Rafiki* lui permettrait de montrer que les homosexuels ne sont toujours pas les bienvenus au Kenya.

BASTIEN RENOULL
Correspondant à Nairobi

Thaïlande Un quatuor en joute avec la junte

Quatre cinéastes, dont l'emblématique Apichatpong Weerasethakul, anticipent dans «Ten Years Thailand» les dérives du régime militaire.

La Thaïlande, dernière dictature militaire de la planète, entre dans sa cinquième année sous l'emprise des généraux. Et si cela durait encore dix ans, à quoi ressemblerait le pays ? C'est la question à laquelle quatre réalisateurs thaïlandais ont essayé de répondre par des courts métrages de vingt à vingt-cinq minutes rassemblés dans le film *Ten Years Thailand*. Sélectionné en séance spéciale au Festival de Cannes, le film reprend un concept expérimenté en 2015 – au grand dam des autorités de Pékin – par des jeunes cinéastes hongkongais inquiets de la dérive autocratique de l'île.

«Nous employons l'imagination, la métaphore, pour envoyer un message sur la situation actuelle de la Thaïlande», explique Aditya Assarat, coréalisateur avec Apichatpong Weerasethakul (dont *Uncle Boonmee* avait remporté la palme d'or en 2010), Chulayarnnon Siriphol et Wisit Sasanatieng. Le court d'Aditya Assarat, intitulé *Sunset*, suit une brigade militaire chargée de contrôler les événements artisti-

ques – simple extrapolation de ce qui se passe aujourd'hui : des militaires sont ainsi intervenus l'an dernier pour faire retirer certaines œuvres jugées «inappropriées» d'une exposition. «J'ai pensé que l'image d'un soldat dans une salle d'exposition artistique était une image très puissante, et j'ai basé mon script là-dessus», explique-t-il.

D'autres films, comme celui de Chulayarnnon Siriphol, ne sont pas sans évoquer une certaine atmosphère orwellienne. Apichatpong Weerasethakul, lui, dit n'avoir aucune idée de la façon dont le public à Cannes peut réagir à son court métrage. «C'est un film abstrait, très personnel, que j'ai fait pour parler aux Thaïs. J'espère que le public à Cannes aura une certaine curiosité.» L'auteur de *Cemetery of Splendor* et autres joyaux hypnotiques a tourné dans un parc de sa ville natale, Khon Kaen, où se trouve une statue du maréchal Sarit Thanarat, qui a dirigé le royaume d'une poignée de fer entre 1957 et 1963. «Cet ancien Premier ministre a été légalement reconnu comme archicorrompu, c'était un meurtrier, mais le gouvernement continue d'entretenir son souvenir et des gens viennent déposer des fleurs devant sa statue», explique le cinéaste. Pour lui, cela vient en partie de «l'ignorance du public» entretenue par «une machine de propagande qui tourne continuellement à plein régime».



Catopia, de Wisit Sasanatieng, un des courts de *Ten Years Thailand*. POP PICTURES

L'apathie politique régnant actuellement en Thaïlande, mis à part quelques groupes restreints d'étudiants et de vétérans de la lutte antimilitaire, n'étonne guère non plus Aditya Assarat. «On apprend aux Thaïlandais dès leur plus jeune âge que les gens ne sont pas égaux, qu'il faut obéir aux "seniors", aux gens

en position de pouvoir. Dès lors, c'est difficile d'avoir foi en la démocratie», estime-t-il. Il reste à voir comment le régime militaire réagira lors de la projection du film à Bangkok, dans les prochaines semaines.

ARNAUD DUBUS
Correspondant à Bangkok

ÉDITOS

Coupe de France: une finale entre deux portes

Par **GRÉGORY SCHNEIDER**
Chef du service Sports
@SchneiderGrgory

Une finale de Coupe de France entre le Paris-SG et le Vendée les Herbiers Football un mardi, alors que, le lendemain, les fans travaillent et mettent leurs gosses à l'école: on ne va pas dire qu'on l'a rêvé mais la Fédération française de foot (FFF) l'a fait, pour complaire au sélectionneur des Bleus Didier Deschamps, qui veut mettre la main sur ses gaziers le plus en amont possible du Mondial russe (du 14 juin au 15 juillet). L'équipe de France, c'est deux fois le pognon: directement (sponsoring, droits télé) et indirectement, parce que c'est une vitrine poussant les gamins à prendre des licences. Partant, les supporters des Herbiers se débrouilleront pour rentrer dans la nuit, un espace-temps où ils pourront méditer sur la no-

tion de «ruissellement» (les revenus des plus riches «ruissent» jusqu'aux plus pauvres), cher au président de la République, Emmanuel Macron. Qui, ça tombe bien, sera dans les tribunes du stade de France de Saint-Denis mardi.

La raison d'être de la Coupe de France est de montrer que le football est un et indivisible, professionnels et amateurs roulés dans la même crêpe; le modeste milieu des Herbiers Sébastien Flochon et la vedette uruguayenne du Paris-SG Edinson Cavani: mettre cette rencontre un mardi, c'est à la fois faire primer les intérêts de la crème de la crème (l'équipe de France) et mettre cette finale sous le tapis. Le prochain coup, on fera quoi? La remise de la Coupe au vainqueur sur un parking Auchan? Une finale à 3 heures du matin, en *after* d'un séminaire d'entreprise à Clairefontaine? Le foot avance vite. Fin avril, la Ligue professionnelle, devenue dans les

faits une agence marketing depuis que la gouvernance est tombée dans l'escarcelle de la FFF, n'a fait qu'une bouchée de la madeleine de Proust du fan de Ligue 1: sur l'autel du fantasme du contrat à un milliards d'euros (la L1 en rapporte 762 millions à ce stade), elle a bricolé un appel d'offre pour la période 2020-2024 supprimant le multiplexe du samedi pour expédier les quatre matchs concernés le dimanche à 13 heures ou 15 heures, histoire de complaire au marché asiatique et d'accrocher «un nouveau public», plus familial et féminin. De notre point de vue, c'est rien moins qu'une microcivilisation qui disparaîtra avec ce multiplexe du samedi: les «sachants» déboulant en soirée en deux vagues, à la mi-temps et à la fin des matchs, parce qu'ils écoutaient la fin de la première (ou deuxième) mi-temps scotchés à l'autoradio, et qui devenaient instantanément les maîtres d'un univers en

deux dimensions (Abscisse: «Combien ça a fait?» Ordonnée: «Qui a marqué?») qu'ils étaient les seuls à maîtriser en ces temps préhistoriques où les smartphones n'existaient pas. Ou encore: la radio planquée sous la couette quelques années auparavant, disant une transgression rétrospectivement bénigne (on était censé dormir) avec le témoin de la charge des piles pour tout éclairage.

Bref, le foot évolue et rien n'indique que ce soit en mal, la nostalgie étant mauvaise conseillère. Mais une finale de Coupe de France un mardi, non. Les Herbiers méritent mieux: au vert à Clairefontaine, les joueurs de National (3^e échelon) n'ont pas de mots pour dire leur bonheur, «j'ai la même chambre que Lloris», «j'ai respiré le même air que Zidane»... Et les stars parisiennes méritent mieux aussi: faire jouer des types pareils entre deux portes, franchement... ◆

L'hymne goguenard et intrigant de Katerine, supporter des Herbiers

Par **LUC LE VAILLANT**
Chef du service Portraits

Il faut toujours se méfier des amuseurs de talent quand ils reviennent dans les parages de leurs enfantillages. Philippe Katerine est un chanteur qui a l'art du second degré et de la moquerie en sous-pull à col roulé fluorescent et à boudinage surligné. Mais, méfions-nous, car le décalage résiste mal au retour au pays natal.

Au prétexte de la Coupe de France, le fredonneur qui a grandi à Chantonay, bourgade située à quelques kilomètres des Herbiers, se fait le chantre de la Vendée contre-révolutionnaire de 1793, croix de bois, croix de fer, et que les jacobins et autres Parisiens têtes de chien aillent en enfer.

A la première écoute de son hymne supporter, on se laisse gentiment abuser par les manières déguisées du dandy pirouetteur et frangé d'autodérision qui est aussi fils de famille catho et tradi. Tout cela semble tenir de la chanson à boire. Et d'ailleurs l'auditeur qui croit que le foot ne peut être que bon enfant quand il s'agit d'un combat si inégal, si perdu d'avance, si folklorique, ne retient que le côté «il a bu son verre comme les autres» de la rime: «Les Vendéens sont pas si fous/Partiront pas sans boire un coup.»

Si on écoute mieux, on découvre bientôt: «Je lève mon verre à tous ces peuples massacrés/ Qui n'ont jamais su oublier/La Vendée.» Après cet appel à la fraternité entre «génocidés» contrastés et contestés, on assiste à une dénonciation très politique des couleurs, le

rouge communiste et le noir anarchiste, épanchues par inadvertance sur le maillot des Herbiers: «Le rouge, le sang de notre ennemi/Le noir, pour notre deuil.» On imagine que tout cela flotterait mieux dans la blancheur d'une aube de communion solennelle avec le sacré-cœur régional en logo poitrinaire. D'où l'envoi final: «Je lève mon verre/ Au peuple consacré.»

Evidemment comme le lascar est goguenard, il botoxe son hymne de références malicieuses. Ce n'est plus David contre Goliath, c'est David et Jonathan. Et comme rouge et noir, il y a, il ressuscite Jeanne Mas. Ce qui ne rajeunit que lui.

Il est intrigant de voir comment la maîtrise des codes musicaux et marketing d'une époque de sampleurs et de recopieurs peut cacher une conviction tranchée. Chez Katerine, Frégoli de comédie, la panoplie de marquis failli à l'aristocratie brandie est tout sauf anodine. L'Assurancetourix du bocage est en fait le Déroulède d'une région à la rancune tenace.

Macron est un soutien historique de l'OM. Olympien, le Président ne peut se déclarer pour le PSG chéri par Sarkozy. L'Amiénois du Touquet aurait tout intérêt à faucher Les Herbiers à son nouvel ami De Villiers, l'inventeur du Puy du Fou. Cela lui permettrait une tendre adhésion à une France éternelle, croyante et paysanne, celle de Jeanne d'Arc et du général de Charette. Sans oublier qu'aux Herbiers, le taux de chômage est minimal, entre entraide patronale, paternalisme social et obéissance dure au mal. Loin des «nantis» rouges et noirs de la SNCF. ◆

Pendant Cannes, lisez le meilleur magazine de cinéma du monde



Disponible maintenant dans tous vos marchands de journaux

NICARAGUA

La colère monte, le régime mate

De plus en plus contesté dans la rue, le pouvoir de Daniel Ortega réprime dans le sang le mouvement social initié le 19 avril. Les morts et les arrestations se comptent par dizaines.

Par **ANNE PROENZA**
Envoyée spéciale à Masaya

A Monimbó, quartier indien de la ville de Masaya située à une trentaine de kilomètres de la capitale nicaraguayenne, là où a eu lieu la première insurrection populaire de soutien à la révolution sandiniste, en février 1978, on se croirait presque revenu quarante ans en arrière. Il y a des pavés arrachés, des barricades. Une des maisons où se réunissaient les partisans locaux du parti sandiniste il y a peu encore est en ruine. Ses portes ont été arrachées, le local a été dévasté les 19 et 20 avril, lorsque les manifestations contre la réforme de la sécurité sociale et des retraites ont été violemment réprimées par le gouvernement dans tout le pays. «On est parvenu jusqu'ici et la

population nous a protégés», racontent Manuel Martinez et Fernando Brenes, respectivement avocat et ex-militaire à la retraite, qui participaient à la manifestation. Martinez, qui est aussi un ancien cadre fondateur du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et Brenes, qui fut commissaire politique dans l'Armée populaire sandiniste, se souviennent avec nostalgie avoir pris part, ici même, à l'insurrection de 1978. A l'époque, la maison aujourd'hui en ruine avait aussi été «prise», mais... à la garde nationale du dictateur Anastasio Somoza (le dernier de la dynastie Somoza qui régna pendant près de quarante-trois ans sur le pays). «L'avenir appartient aux jeunes, ce sont eux, la relève», dit gravement Fernando Brenes. Manuel Martinez surenchérit: «On peut leur apporter notre expérience, mais

REPORTAGE



Manifestation contre le président Daniel Ortega dans le quartier de Monimbó, à Masaya,

la lutte a changé et elle est pacifique.» Surtout, pour beaucoup de sandinistes, le compagnon d'hier Daniel Ortega, président depuis onze ans – et au pouvoir pratiquement depuis 1979 – a trahi.

NOUVEAU PRINTEMPS

Sur la place, devant le portail de l'église, des bougies, des photos, une banderole: «Honneur et gloire aux jeunes tombés au combat. Monimbó se souviendra d'eux pour toujours.» Parmi eux, Alvaro Alberto Gomez, 24 ans, étudiant à l'Université nationale autonome du Nicaragua (Unan, publique), mort par balles le 20 avril, fils d'un professeur de mathématique de 48 ans qui fut combattant de l'Armée populaire sandiniste. Sur la place de Monimbó, depuis le 19 avril, les habitants se rassemblent tous les soirs pour veiller. Comme cette sociologue de 48 ans, droite comme une statue, qui brandit fermement le drapeau bleu et blanc nicaraguayen, symbole des manifestants de ce nouveau printemps, en disant: «Je suis là pour protester contre la répression, je resterai là jusqu'à ce que ce gouvernement tombe. Je n'ai plus peur.» D'autres maintiennent leur poing levé au passage de la caravane de dizaines

de motos, de bicyclettes, de voitures, qui passent régulièrement en klaxonnant en signe de protestation contre le pouvoir.

Selon le Centre nicaraguayen des droits de l'homme, au moins 45 personnes sont mortes depuis le début des manifestations le 19 avril, dont 4 mineurs, 24 étudiants, 18 citoyens soutenant les étudiants, 2 policiers et 1 journaliste. La plus jeune des victimes, Alvaro Conrado, avait 15 ans. Ce lycéen apportait de l'eau aux étudiants de l'Université nationale d'ingénierie (UNI) de Managua, retranchés dans l'enceinte universitaire après avoir été attaqués par la police et les brigades motorisées des jeunes sandinistes qui terrorisent la population à chaque manifestation. Au moins 400 personnes ont aussi été blessées et plusieurs autres sont portées disparues. «Nous assistons à une forte aggravation des violations des droits de l'homme», soutient Vilma Nuñez, 80 ans, la flamboyante présidente de cette association. Torturée dans les prisons du dictateur Somoza, celle qui fut vice-présidente de la Cour suprême de justice dans le premier gouvernement Ortega se sent désormais «trahie, trompée, mais aussi responsable d'avoir créé cette





dimanche. PHOTO INTI OCON. AFP

«Oui, le régime de Daniel Ortega est une dictature»

Selon l'écrivain Sergio Ramírez, ex-vice-président du Nicaragua, le peuple doit obliger le dirigeant à démocratiser le pays.

Sergio Ramírez, 75 ans, écrivain qui vient de recevoir le prestigieux prix Cervantes pour son œuvre, a aussi été vice-président de Daniel Ortega de 1985 à 1990, avant de rompre en 1995 avec le Front sandiniste de libération nationale et son ancien compagnon.

Comment voyez-vous la situation actuelle ?

Incertaine. La situation de violence qui a surgi depuis la proposition de la réforme de sécurité sociale est seulement le détonateur d'une tension silencieuse qui s'est accumulée dans le pays pour plusieurs raisons : la prétention du parti au pouvoir de contrôler la vie sociale, la peur dans les relations sociales, la menace constante sur les citoyens, la suppression des institutions publiques, la dépendance des juges du pouvoir politique, l'annulation du système électoral. Le gouvernement interprétait le silence comme une conformité, mais cette accumulation de tension, cette sorte de cocotte-minute a fini par exploser. Daniel Ortega a retiré sa réforme mais le mécontentement continue. Il y a maintenant un consensus : ce dont le pays a besoin, c'est d'un changement politique.

Vous vous attendiez à ces mobilisations ?

Non. Le pays était anesthésié. Il y avait un mécontentement occulte, silencieux. Les travailleurs craignaient de perdre leur travail, les étudiants leur bourse, les citoyens de ne pas obtenir les documents administratifs dont ils pouvaient avoir besoin... Mais cette peur a disparu, les gens parlent désormais librement et expriment leur colère contre le gouvernement. C'est une renaissance éthique, qui était impensable auparavant. La base sociale d'Ortega est en train de s'effondrer. Beaucoup de ceux qui le soutenaient sont en train de passer du côté des jeunes. Et ces jeunes sont en train de donner

une grande leçon morale au pays.

Comment le Front sandiniste de libération nationale en est arrivé là ?

A sa création, le FSLN était un parti de gens très jeunes, avec une mystique, très idéaliste, très romantique. Ce qu'a fait Daniel Ortega dans les années 90, c'est de

s'en emparer. L'organisation comme telle n'existe plus, c'est une machinerie bureaucratique, contrôlée d'en haut, sans cadres intermédiaires, très verticale. L'élimination du parti fait partie de la stratégie de pouvoir de Daniel Ortega.

Son régime est-il une dictature ?

Oui. Le dernier élément qui me manquait était la violence criminelle massive. Ce qui s'ajoute au manque de liberté d'expression, à la concentration des pouvoirs et leur non-indépendance, au manque de libertés publiques, à la peur... Le tableau est complet.

Quels sont les scénarios possibles ?

Difficile à dire. Beaucoup de choses sont en train de changer. Ortega est dans une situation défensive. Il y a des choses qu'il ne peut pas faire.

Il sait qu'un nouveau massacre serait fatal pour lui. Il pourrait décider de suivre le chemin de Maduro au Venezuela, ce qui signifierait plus de morts, obligerait les

gens à s'exiler... Ce scénario est possible, mais ce serait encore plus désastreux ici qu'au Venezuela, bien plus riche que nous. Le Nicaragua est très pauvre, avec un PIB minuscule. Ortega l'a vendu comme un pays sûr pour les investissements. Par ailleurs, je ne crois pas qu'il puisse aller de son plein gré vers la démocratisation. Il va falloir l'y obliger. Mais le pays a changé. Les gens veulent la démocratie en majorité. Ortega a encore des partisans, mais le rapport de force a changé. Il faut espérer qu'il n'y aura pas une goutte de sang de plus.

Recueilli par A.P.
(au Nicaragua)

idole d'argile». Tombée en disgrâce depuis qu'elle a fondé cette association et défendu Zoilamerica Ortega Murillo, fille de l'actuelle vice-présidente Rosario Murillo lorsque celle-ci accusa son beau-père, Daniel Ortega, de viols systématiques, elle n'a plus de mots assez durs contre le régime ortéguste. «La situation est très difficile. La répression continue et s'aggrave car nous assistons aussi au développement d'un mécanisme de répression sélective, dénonce-t-elle. La torture est aussi en train de se systématiser.»

AUTORITARISME CROISSANT

A quelques kilomètres de Monimbó, à Niquihomo, le village natal du général Augusto Calderón Sandino, partisans et opposants du gouvernement s'affrontent depuis plusieurs jours pour imposer aux pieds de la statue du héros révolutionnaire nicaraguayen les couleurs du Front sandiniste (rouge et noir) et celles du drapeau nicaraguayen (blanc et bleu). Partout, dans le pays, le mécontentement est latent. La révolte a commencé début avril lorsqu'un immense incendie a dévasté, en moins d'une semaine, près de 5 000 hectares de l'une des principales forêts tropicales d'Amérique centrale, la réserve Indio Maíz, dans le sud du Nicaragua. Des étudiants de l'Université centra-méricaine de Managua (UCA, jésuite et semi-privée) ont alors commencé à protes-

ter contre les négligences du gouvernement. L'annonce, quelques jours après, de l'approbation d'une réforme de la sécurité sociale et des retraites, a renforcé leur indignation. Ils ont été rejoints par les étudiants des universités publiques après des heurts avec des groupes défendant la politique du gouvernement.

Le mouvement spontané s'est alors étendu à la plupart des universités et dans le pays. Et ne s'est pas éteint en dépit du retrait de la réforme des retraites et de la sécurité sociale. La corruption, l'omniprésence du couple présidentiel et son autoritarisme croissant, ainsi que les détériorations des conditions de vie, ont fini par excéder la population. Le gouvernement a lancé, sans avancer aucune date, l'idée d'un dialogue national avec les étudiants, l'Eglise et le patronat. En attendant, la pression de la rue ne semble pas vouloir s'arrêter. Et pendant que les quatre mouvements étudiants qui ont surgi de ces mobilisations tentent de s'organiser et de se coordonner, à chaque rassemblement on entend ces jeunes gens chanter, le poing levé, comme autrefois leurs parents ou grands-parents *El Pueblo Unido, Jamás Será Vencido* («le peuple uni ne sera jamais vaincu»). Tandis que la célèbre chanson *Me Gustan Los Estudiantes* («j'aime les étudiants») de la Chilienne Violeta Parra se répand partout dans les rues. Une nouvelle grande manifestation a été convoquée pour le 9 mai. ◆

Les informés de franceinfo

4 personnalités
4 opinions
4 grands sujets
d'actualité



Du lundi au vendredi de 20h à 21h
Avec Jean-Mathieu Pernin



franceinfo:
radio . web . tv canal 27

chaque mardi avec

Libération

RÉVOLUTION ARMÉNIENNE

A Gyumri, les premiers pas de velours

Par
VERONIKA DORMAN
Envoyée spéciale à Gyumri
Photos
RAFAEL YAGHOBZADEH.
HANS LUCAS

Le 1^{er} avril, Tamara a remarqué un homme qui se promenait sur la place de la Liberté, au centre de Gyumri, en s'enregistrant avec son téléphone portable. Depuis le café Ponchik Monchik, dont elle est la gérante, la jeune femme a reconnu le député du petit parti d'opposition Yelk, Nikol Pachinian. «*Je ne savais pas ce qu'il faisait là, ce qui était en train de commencer. Il était tout seul.*» Elle ne comprendra qu'une semaine plus tard, quand l'opposant aura commencé à rallier les foules dans sa marche vers Erevan, la capitale arménienne, qu'elle avait vu les premiers pas, littéralement, du mouvement de contestation qui allait submerger le pays dans les jours et les semaines à venir. L'initiative «*Mon pas*», lancée par Pachinian, a commencé ici sous le slogan «*Fais un pas, rejette Serge*», pour dénoncer l'élection de Serge Sarkissian, président entre 2008 et 2018, au poste de Premier ministre.

REPORTAGE

Dans la deuxième ville du pays, rongée par la pauvreté, l'espoir suscité par l'opposant Nikol Pachinian est immense. L'ancien journaliste devrait être élu par le Parlement Premier ministre ce mardi.



Des employés de l'usine Lentex, à Gyumri, jeudi.

«La Russie a les leviers pour obtenir ce qu'elle veut»

Pour le chercheur Artur Ghazinyan, qui rappelle que Moscou garde un œil attentif sur cette arrière-cour politique, Nikol Pachinian peut démocratiser l'Arménie.

Soutenu par la rue, Nikol Pachinian doit être élu ce mardi par le Parlement arménien. Le directeur du Centre des études européennes de l'université d'Erevan, Artur Ghazinyan, est optimiste quant aux capacités du nouveau Premier ministre à entamer les réformes tant attendues. **Pourquoi Nikol Pachinian n'a pas été élu Premier ministre dès le 1^{er} mai ?**

Hormis les acteurs internes, il y avait aussi des acteurs externes, c'est-à-dire la Russie, qui devait s'assurer que le nouveau Premier ministre honorerait les engagements internationaux de l'Arménie. C'est pourquoi une grande partie

des questions posées par les députés portait sur l'Union eurasiatique, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), la sécurité, la coopération économique. Par ailleurs, le Parti républicain d'Arménie (PRA) au pouvoir soupçonne Pachinian de vouloir disloquer sa fraction. Ils avaient besoin de montrer que le parti était consolidé. Mais quand ils ont vu, le lendemain, que le pays entier s'est mis en grève, ils ont compris qu'ils n'avaient plus aucun pouvoir. La résistance était inutile. Le seul moyen de conserver leur majorité au Parlement était de déposer les armes. Ils ont donc promis de voter pour Pachinian ce mardi.

Quel a été le rôle du Kremlin, qui reste officiellement en retrait depuis le début des événements ?

Officiellement, Moscou ne se mêle pas de la situation politique intérieure arménienne. En réalité, la Russie a été et reste une force politique motrice essentielle. Elle veille à ses intérêts géopolitiques et économiques, notamment au monopole de Gazprom, fixé pour une durée de trente ans par la loi arménienne. Moscou a besoin de garder le futur Premier ministre à son crochet. L'Arménie doit demeurer dans son orbite, ne pas sortir de l'Union eurasiatique et de l'OTSC. Une remise en question de ces organisa-

Gyumri, deuxième ville la plus importante d'Arménie, à 130 kilomètres au nord-est d'Erevan – qui abrite aussi l'une des deux bases russe du pays –, est un miroir grossissant des maux dont souffre l'Arménie et dont les Arméniens sont bien décidés à se débarrasser. La région du Chirak, la plus pauvre du pays, partage une frontière, fermée, avec la Turquie, ce qui affecte profondément son économie. C'est aussi l'une des contrées qui a terriblement souffert du tremblement de terre de 1988. Trente ans plus tard, Gyumri en porte encore les traces et 2 000 familles vivent toujours dans des logements temporaires.

Chômage

Gyumri est une ville contestataire, par tradition et habitude. Le pouvoir central n'a pas vraiment la cote ici, et le Parti républicain n'y a jamais remporté les élections. «C'est notre mentalité. Nous n'avons jamais eu peur du pouvoir», explique Aramaïs Ayrapetyan, un juriste de 33 ans. *Et nous avons un sens de la dignité exacerbé. Mais surtout, le niveau de vie est pire que dans tout le reste du pays.*

Gyumri bat les records nationaux. Le taux de chômage est de 46%, officiellement. En réalité, au-delà de 60%, soufflent les observa-

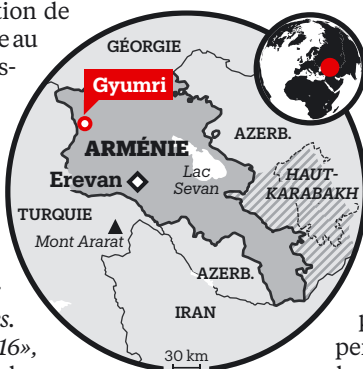
teurs indépendants. Le salaire moyen, comme dans le reste du pays, est aux alentours de 50 000 drams (86 euros).

Aroussiak Oganessyan, une petite dame replète aux yeux rieurs, a été directrice d'un lycée d'élite qui a fermé en 2016 dans le cadre d'une politique d'optimisation. En 2008, elle s'est encartée au Parti républicain pour pouvoir prendre la direction de l'établissement. L'allégeance au pouvoir est l'un des seuls ascenseurs sociaux. *«J'ai fini par me rendre compte que je n'en pouvais plus d'exécuter mécaniquement leurs directives absurdes. Le parti ne travaille pas pour le bien du peuple ou des enfants. Il travaille pour lui-même, pour ses membres. J'ai rendu ma carte en 2016»*, dit-elle. A l'instar d'une grande partie de la jeunesse arménienne, beaucoup de ses anciens élèves sont partis chercher fortune à l'étranger. *«Ma fille fait des études d'ingénieur informatique, à Erevan. Elle me dit : "Je vais finir mes études et devenir clocharde parce que je ne vais pas trouver de travail. Ou*

alors il faut que j'émigre." C'est une catastrophe pour un petit pays de perdre ses meilleurs cerveaux.» En dix ans, selon les chiffres officiels, 300 000 Arméniens ont quitté le pays, qui compte désormais un peu moins de 3 millions d'habitants. Officiellement, la population de Gyumri est de 120 000 personnes, mais certainement en deçà des 100 000.

Dans les années 90, les rues grouillaient. Aujourd'hui, dans presque chaque immeuble, certaines fenêtres ne s'allument plus le soir.

Parti de Gyumri, Pachinian a drainé les mécontents sur son chemin. Quand il a atteint Erevan, le 13 avril, c'est-à-dire deux semaines plus tard, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées sur la place de la République, qui deviendra le cœur de la contestation. Dix jours après, sous la pression croissante de la rue, Serge Sarkissian renonce au poste de Premier ministre. Si le bras de fer se jouait dans la capitale, Gyumri n'était pas en reste. Aramaïs Ayrapetyan a manifesté tous les jours. *«Person-*



nellement, je n'ai pas de soucis économiques, explique le juriste qui dirige une petite entreprise. Mais le problème principal, c'est l'injustice et l'inégalité dans notre pays. Nous n'avons pas besoins de gros salaires, nous avons besoin de justice.»

«Locomotive»

Difficile en ces journées révolutionnaires de trouver une seule personne qui ne verrait pas d'un bon œil les bouleversements politiques. Y compris au sein de l'administration. Arthur Khachatryan, membre de la Fédération révolutionnaire arménienne (Dachnak), qui s'est retirée de la coalition gouvernementale après la démission de Sarkissian, a démissionné du poste de gouverneur de la région du Chirak la semaine dernière. *«Le mouvement a été une surprise pour nous tous, mais nous ne pouvons pas aller contre la volonté populaire, c'est pourquoi notre parti a quitté la coalition»*, explique le fonctionnaire, encore installé pour quelques heures dans son bureau cossu.

Réticent à commenter les qualités de Pachinian, Khachatryan est convaincu que le changement est possible et que l'Arménie semble engagée sur une bonne voie. *«Les vecteurs du développement économique sur lesquels nous avons travaillé ne vont pas changer, ils étaient apolitiques. Mais il faut que le gouvernement stimule les entreprises privées et joue le rôle de locomotive, pour relancer le développement de la région, avance-t-il. Il faut casser les monopoles. Parce que le pays est trop petit, trop de gens n'arrivent pas à se faire une place au soleil. La fusion des élites économiques et politiques est un problème urgent à régler. Si nous arrivons à casser les monopoles, je suis sûr que beaucoup de gens reviendront.»*

L'économie locale tient sur quelques grandes entreprises, dont une usine de bière, un centre technologique et l'usine de textile Lentex, dirigée par le jovial Karen Gomtsyan, 45 ans. Ce natif de Gyumri a fait des études à Saint-Petersbourg et à Londres, avant de rentrer pour tenter de relever une industrie de l'époque soviétique. Avec 400 salariés, il est aujourd'hui le premier employeur privé de la région. Près de 70% de sa production de collants et de lingerie sont exportés vers la Russie depuis 2015 et l'entrée de l'Arménie dans l'Union douanière eurasiatique, dont Gomtsyan ne dit que du bien. Il est en train d'élargir sa production et compte créer 200 à 300 emplois. Sa *success story* prouve que l'Arménie n'est pas condamnée à la stagnation, pense-t-il. C'est pourquoi il a accueilli à bras ouverts la contestation : *«Mon entreprise a ralenti pendant les jours de grève, mais ce n'est pas grave, parce que les pertes que nous avons enregistrées, c'est un investissement dans l'avenir de nos enfants. Le pays est sur la bonne voie. Je suis très heureux que mes employés soient des citoyens actifs qui se sont battus pour leurs droits.»* ◆



Des chauffeurs de taxi discutent près de la caserne militaire russe.

tions provoquerait un précédent et les discréditerait. Le reste est moins important. Le Kremlin trouvera toujours des partis et des hommes politiques à sponsoriser, il peut travailler avec n'importe quel pouvoir car il a des leviers politiques, économiques et géopolitiques pour obtenir ce qu'il veut de l'Arménie. En même temps, il a de quoi être préoccupé, car le peuple a commencé à exprimer sa volonté et à gagner des batailles. L'exemple peut être contagieux...

Quels vont être les premières mesures prises par le nouveau Premier ministre ?

L'objectif principal de Pachinian est de garantir un scrutin transparent et juste pour les élections anticipées, qui devraient avoir lieu dans six mois à un an. Il va chercher le consensus et présenter des projets de loi qui seront avalisés par tous les partis. La réforme du code électoral et les autres lois nécessaires au fonctionnement d'un système démocratique ne devraient pas rencontrer de résistance.



INTERVIEW

Le Parlement reste dominé par ses ennemis politiques. Vont-ils saboter son travail ?

Je ne crois pas. Pachinian va devoir justifier chaque loi et les débats parlementaires auront lieu en direct, sous l'œil du public. Les députés seront forcés de voter dans le sens du bien commun. Je pense que la plupart des élus, y compris les oligarques qui ont eu des pratiques pas très recommandables, n'iront pas contre un Premier ministre aussi puissant, ne serait-ce que pour éviter de se faire remarquer. Je suis plutôt optimiste : jusqu'aux élections anticipées, le Parlement sera très efficace. Même si je pense que quand l'euphorie populaire

sera un peu retombée, l'opposition à Pachinian cherchera à prendre sa revanche et à le démettre, à condition de conserver la majorité, ce qui me semble compromis.

Pachinian récupère un pays dans un état économique lamentable, où 30% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Comment va-t-il résoudre ces problèmes endémiques ?

Il faut éradiquer la corruption et les monopoles, le parrainage étatique, libéraliser le marché et donner aux gens la possibilité de travailler. Aujourd'hui, l'Etat s'immisce dans l'économie en désignant

des monopoles dans tous les domaines et en empêchant les autres de se développer. D'où la pauvreté et l'émigration massive car, dans cette atmosphère d'injustice et d'inégalité, les gens ne voient pas d'avenir pour leurs enfants. Je pense qu'il n'est pas compliqué de changer la situation économique : Pachinian a promis qu'il mettra fin aux monopoles et favorisera le marché libre. Les douanes et le fisc vont cesser de favoriser des hommes d'affaires. Pachinian n'est pas au service des élites, il doit donc se fonder sur la volonté du peuple, dont il tire toute sa légitimité.

Recueilli par V.D. (à Erevan)



LIBÉ.FR

Poutine reconduit Medvedev

Vladimir Poutine a prêté serment lundi pour un quatrième mandat à la présidence de la Russie qui le mènera au pouvoir jusqu'en 2024, après déjà dix-huit années aux commandes du pays. Peu après la cérémonie, il a une nouvelle fois proposé au poste de Premier ministre Dmitri Medvedev, dont la candidature devrait sans surprise être acceptée ce mardi par la Douma. Sur *Libé.fr*, retrouvez notre chronologie «Les années Poutine». PHOTO AP

Conflit Israël-Iran: pour Nétanyahou, «mieux vaut maintenant que plus tard»

Alors que la décision de Washington sur le nucléaire iranien est imminente, la rhétorique guerrière monte d'un cran en Israël, où l'on se prépare de plus en plus ouvertement à la confrontation directe avec Téhéran sur le terrain syrien.

Par **GUILLAUME GENDRON**

Correspondant à Tel-Aviv

Le matin, il grêle ; l'après-midi, le soleil assomme ; le soir, le ciel se larde d'éclairs : climat électrique en Israël, épousant parfaitement l'humeur nationale. La source de cette tension ? «Trois problèmes», comme aime à le répéter le ministre de la Défense, Avigdor Lieberman : «L'Iran, l'Iran et l'Iran.» Aux médias étrangers, les sources militaires chuchotent que les préparations à la «guerre ouverte» sont lancées, pendant que, côté politique, on rivalise de déclarations belligérantes. Dimanche, le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, s'est dit «déterminé à arrêter l'agression de l'Iran tant qu'elle en est à ses premiers stades, même si cela implique un conflit». Et d'ajouter : «Mieux vaut maintenant que plus tard.»

«**Arrêt de mort.**» Le terrain de bataille : la Syrie, où Israël entend combattre l'apparente volonté de la République islamique d'établir des bases militaires permanentes. Pour les Gardiens de la révolution, il s'agit d'un retour sur investissement après l'aide fournie au président syrien, Bachar al-Assad, pour se maintenir au pouvoir. Celui-ci est désormais prévenu : «Si Al-Assad continue à laisser les Iraniens opérer sur le sol syrien, il doit savoir qu'il a signé son arrêt de mort : nous renverserons son régime», a menacé lundi Yuval Steinitz, le ministre de l'Énergie, membre du cabinet de sécurité.

Surenchère rhétorique ou véritable bruit de bottes ? Difficile à dire, le brouhaha du petit jeu politico-militaro-médiatique recouvrant tout. A chaque jour, son annonce catastrophiste, puis son désamorçage dans l'heure. Dimanche soir, les journaux télévisés annonçaient que l'État hébreu se préparait à une salve imminente de missiles sur le nord du pays, tirés depuis la Syrie pour le compte de l'Iran. A la manœuvre, toujours selon le renseignement israélien, des milices chiïtes et très probablement le Hezbollah, qui n'est plus tenu de jouer profil bas maintenant que les législatives libanaises sont passées (*lire ci-contre*). Face à l'effroi provoqué par l'annonce, les officiels israéliens ont distillé le message que ces frappes viseraient certainement des cibles militaires et non civiles, et que le système antimissile Dôme de fer serait à même de les intercepter. Il n'empêche : l'Iran a promis de se venger «en temps et en lieu» aux récentes frappes aériennes de Tsahal en Syrie, toujours plus hardies et profondes dans le territoire. Non revendiquées formellement, celle du 9 avril, sur la base T-4 près de Palmyre, et la dernière, le 29 avril, sur un stock de missiles à Hama, auraient tué à elles deux presque une vingtaine de gradés iraniens. Les analystes estiment que Téhéran attend de connaître le sort qu'a réservé Donald Trump à l'accord sur le nucléaire iranien pour bouger ses pions. La date butoir du président américain est elle aussi imminente, fixée au 12 mai.

ANALYSE

Benyamin Nétanyahou, à Jérusalem, dimanche. PHOTO JIM HOLLANDER. AP

Dans les médias, les généraux à la retraite comme les grandes plumes des conflits passés parlent d'une ambiance ressemblant à celle de l'avant-guerre du Kippour : entre sentiment d'impunité tendant à l'hubris et sous-estimation dangereuse de l'adversaire, le tout avec une sensation de multiplication des

fronts, de Gaza à la Syrie, semblable à l'avant-guerre des Six Jours en 1967.

Cédéròms. L'attitude de Nétanyahou interroge. En une semaine, «Bibi» a montré ses muscles. Il y a d'abord eu les chasseurs F-15 lancés sur Hama, suivis de la présentation grand spectacle

sur le programme nucléaire iranien. Si les «révélation» toutes relatives de Nétanyahou n'ont pas fait bouger d'un iota les positions de chaque camp sur l'accord (les Européens continuant à s'évertuer à sauver le deal), l'exhibition des archives iraniennes récupérées par le Mossad, copies conformes

des classeurs et cédéròms à l'appui, se voulait aussi humiliante que possible pour Téhéran. Dernier coup de mention : Benyamin Nétanyahou a fait passer aux députés une proposition de loi visant à assouplir la déclaration de guerre. Avec ce nouveau texte, en cas de «situation extrême», plus besoin de l'aval du gouvernement mais seulement du soutien du ministre de la Défense. «[Hassan] Nasrallah [le leader du Hezbollah, ndlr] et les Gardiens de la révolution n'ont pas besoin d'un conseiller juridique ou d'une Cour suprême... Nous devons nous aussi avoir l'option de réagir en temps réel», s'est justifié Avigdor Lieberman face aux critiques.

«**Liban bis.**» Dans le quotidien *Yediot Aharonot*, l'éditorialiste vedette Nahum Barnea posait clairement la question ce week-end : «Nétanyahou cherche-t-il la guerre avec l'Iran ?» Longtemps décrit comme un pragmatique accro au statu quo et rétif à la confrontation directe, le Premier ministre fait montre d'une résolution nouvelle. Au-delà d'une situation politique personnelle fragilisée par les affaires qui pourrait le pousser à se draper dans le manteau du «protecteur de la nation», le contexte a changé. Tolérée par la Russie devenue maîtresse du jeu régional, une implantation durable de l'Iran en Syrie se transforme chaque jour un peu plus en «fait du terrain». L'appareil sécuritaire israélien y voit le risque d'un «Liban bis» qui concrétiserait le continuum chiite rêvé par Téhéran jusqu'à la Méditerranée, avec un double front unifié au nord d'Israël. Benyamin Nétanyahou sera à Moscou mercredi pour aborder la situation avec Vladimir Poutine. Placé en position d'arbitre, ce dernier s'est montré jusqu'ici très réticent à trancher. ♦



LIBÉ.FR
Malaisie : «Le régime n'hésitera pas à provoquer des violences s'il perd»
 Pour la première fois depuis 1957 et la fin de la colonisation britannique, le parti au pouvoir pourrait être battu mercredi aux élections générales. C'est ce que veut croire Tian Chua (photo), 54 ans, figure de l'opposition régulièrement emprisonnée pour des raisons politiques. Vice-président du principal parti pluriethnique, il a été déclaré inéligible la semaine dernière par la justice malaisienne. PHOTO AFP



Hawaï Une trentaine de maisons détruites par l'éruption du Kilauea

La lave du volcan Kilauea, qui est entré en éruption jeudi après un tremblement de terre de magnitude 6,9, avait détruit lundi 26 maisons et en menaçait des dizaines d'autres, a indiqué la défense civile de l'archipel américain du Pacifique, rappelant que «les hauts niveaux de dioxyde de soufre sont une menace pour tous ceux qui y sont exposés». Les ordres d'évacuation restaient en vigueur pour des centaines d'habitants de Leilani Estates (photo) et Lanipuna Gardens dans l'est de l'île. Si la sismicité a diminué, selon l'Observatoire hawaïen des volcans, dix fissures restaient ouvertes, de la lave s'échappant de l'une d'entre elles. PHOTO FREDERIC J. BROWN. AFP

Liban: le Hezbollah renforce son pouvoir de blocage au Parlement

Beyrouth s'est réveillé lundi dans le calme après une nuit agitée de festivités électorales, dans l'attente des résultats du scrutin législatif. Pour la première fois en neuf ans, les 3,7 millions de Libanais inscrits étaient appelés à renouveler leur Parlement. Moins de la moitié d'entre eux se sont rendus aux urnes, mais ceux qui l'ont fait ont majoritairement renforcé la position du Hezbollah et de son allié Amal au sein de l'hémicycle. D'après les derniers résultats, le duo Hezbollah-Amal remporterait 26 des 27 sièges chiites au Parlement et leurs al-

liés 23, ce qui porte le nombre total de députés de leur bloc à 49 sur une Chambre de 128 parlementaires. Contre 35 en 2009. Résultat: le parti chiite libanais bénéficie d'un droit de veto au Parlement. Au Liban, le quorum et une majorité des deux tiers des députés sont en effet nécessaires pour qu'une loi soit adoptée. Un tiers des élus, soit 43 parlementaires, suffit donc pour disposer d'un droit de blocage. Le parti chiite a déjà démontré par le passé sa capacité à provoquer une paralysie institutionnelle. «Le grand changement, c'est que le Hezbollah

et ses alliés peuvent plus facilement obtenir la majorité absolue à présent», estime l'expert en statistiques électorales Kamal Feghali. D'après lui, la nouvelle loi électorale, qui a introduit en juin 2017 le système de la proportionnelle, a joué en faveur du «parti de Dieu». En 2009, lors des dernières législatives, le Hezbollah avait obtenu 15 sièges de moins que le Courant du futur du Premier ministre, Saad Hariri, alors qu'à l'échelle nationale il avait eu 150 000 suffrages de plus. Mais dans les faits, les rapports de force politiques ne devraient pas être con-

sidérablement modifiés. «Cette élection a conforté les partis traditionnels, résume le professeur de sciences politiques Karim Bitar. L'abstention a certes nuï au Courant du futur, mais il reste le principal acteur sunnite au Liban.» En clair, à l'issue de l'annonce officielle des résultats, le Premier ministre, Saad Hariri, sera vraisemblablement reconduit dans ses fonctions. Et la vie politique libanaise reprendra son cours là où elle s'était interrompue à la veille du scrutin législatif.

MÉLANIE HOUÉ
 (à Beyrouth)



Italie Le Président propose un «gouvernement neutre»

Le président italien, Sergio Mattarella, a annoncé lundi qu'il allait proposer un gouvernement «politiquement neutre» pour diriger le pays jusqu'en décembre, faute d'accord sur une majorité parlementaire entre les forces politiques. Sans préciser encore qui pourrait en prendre la tête, il a appelé les partis à faire preuve de «responsabilité» en soutenant cette solution, faute de quoi il convoquerait de nouvelles élections «à l'automne ou en juillet». Le Mouvement Cinq Étoiles (antisystème) et la Ligue du Nord (extrême droite), désormais majoritaires, ont répété leur opposition à un gouvernement technique et leur volonté de retourner aux urnes dès juillet. Mais pour Mattarella, revoter si tôt ne changerait rien à l'équilibre des forces. PHOTO REUTERS

Violées et brûlées: le calvaire des Indiennes

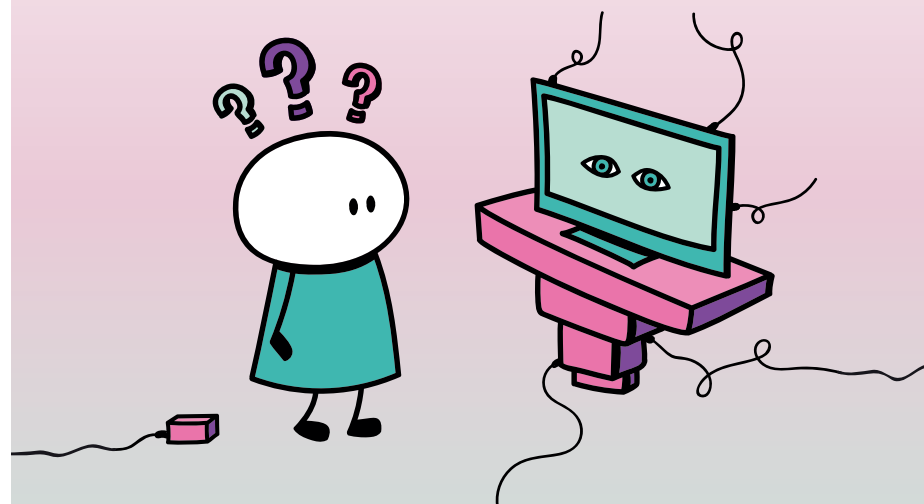
Deux adolescentes indiennes ont été violées puis brûlées vives, vendredi, dans l'Etat du Jharkhand (nord-est). La première victime, âgée de 16 ans, a été violée par un homme de son village en marge d'un mariage auquel elle assistait. Sa famille a alors protesté auprès du conseil des anciens du village, qui a condamné deux agresseurs présumés à une amende de 50 000 roupies (750 euros) et à 100 abdos. Malgré son caractère minime, la sentence a rendu furieux les deux hommes. Ils ont incendié la maison de la jeune fille qui, prise au piège des flammes, est morte. Quinze personnes, dont des membres du conseil du village accusés d'avoir falsifié les preuves, ont été arrêtées samedi. Le même jour, dans un autre village du même Etat, une adolescente de 17 ans a été violée. Son agresseur l'a ensuite aspergée d'essence. Brûlée à 70 %, elle a été hospitalisée dans un état critique. Ces deux affaires sordides lèvent le voile sur la condition des femmes dans les zones rurales in-

diennes. Selon Bénédicte Manier, essayiste spécialiste de l'Inde, dans les villages, le conseil des notables, appelé *panchayat*, est souvent saisi par les habitants. Il leur permet de régler leurs affaires loin de la police, jugée lente et corrompue. Mais prive aussi les femmes d'un véritable accès à la justice. «En raison de la stigmatisation sociale, les familles des victimes ne se risquent pas à déposer des affaires pénales et les filles mineures subissent le traumatisme du silence», a souligné le journal *The Hindu*. La situation n'est pas plus brillante dans les grandes villes. Selon les statistiques de la police, plus de cinq femmes ont été violées chaque jour à New Delhi depuis le début de l'année, un chiffre en légère hausse par rapport à l'an dernier. En 2017, la victime connaissait son agresseur dans près de 97 % des cas: il peut s'agir d'un oncle, d'un cousin, voire de leur mari. Un lien qui leur fait souvent craindre pressions et représailles et dissuade de nombreuses victimes de porter plainte.

NELLY DIDELOT

VOYAGE AU CŒUR DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

GLISSE-TOI DANS LA PEAU D'UN REPORTER POUR PERCER LE MYSTÈRE DES MACHINES



RENDEZ-VOUS LE JEUDI 10 MAI À 16 HEURES À LA GAÏTÉ LYRIQUE EXPOSITION CAPITAINE FUTUR. 3 BIS RUE PAPIN 75003 PARIS. À PARTIR DE 4 EUROS

Informations et réservations sur bit.ly/lepetitlibe-gaite1

Depuis septembre, *Libération* met à la disposition des internautes un site, *CheckNews.fr*, qui permet de poser des questions sur l'actualité à une équipe de journalistes. Notre promesse : «*Vous demandez, nous vérifions.*» A ce jour, l'équipe de *CheckNews* a déjà répondu à plus de 1400 questions, anecdotiques ou graves,

sur des sujets concernant la politique, l'environnement, l'économie ou le sport... Alors que se tenait samedi dernier une «*journée d'action nationale contre les compteurs Linky*», *Checknews* répond à vos questions sur ces compteurs électriques «*communicants*» qui inquiètent certains.

Tout ce que vous avez voulu savoir sur les compteurs Linky

Check News.fr

Ces boîtiers «*communicants*» sont installés par Enedis (ex-ERDF) pour moderniser le comptage de l'électricité. L'entreprise prévoit de remplacer 90% des 35 millions de compteurs électriques d'ici 2021. Mais depuis le lancement du dispositif, les controverses se multiplient.

Trop cher et sans intérêt pour la maîtrise de l'énergie ?

Un dispositif trop cher pour les consommateurs : c'est la principale critique portée contre les compteurs Linky. Elle rassemble aussi bien les opposants anti-Linky que l'association UFC-Que Choisir ou encore la Cour des comptes. Cette dernière avait critiqué le système de financement du dispositif, dans son rapport annuel publié en février 2017. D'après elle, le «*coût excessif pour les consommateurs*» est en revanche «*avantageux pour Enedis*».

En résumé, la Commission de régulation de l'énergie (la CRE) a défini et imposé un mécanisme de «*différé tarifaire*» pour éviter que le coût de l'investissement dans les nouveaux compteurs ne soit répercuté brutalement sur la facture des consommateurs à travers la hausse de la «*redevance d'acheminement*» (coût du transport, de la distribution de l'électricité et du comptage de la consommation). Le montant de cette redevance est défini dans le cadre du Tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (Turpe) qui intègre le financement des investissements. Il est neutralisé grâce au système de la CRE pendant la période de déploiement des compteurs.

Ainsi, le coût total du programme Linky (5,39 milliards d'euros, soit environ

130 euros par compteur) est pris en charge par Enedis jusqu'en 2021. Ce n'est qu'après cette date que la redevance intégrera le coût de l'investissement, au moment où Enedis devra commencer à faire des économies sur la gestion du réseau. La Cour reproche à ce mécanisme, vertueux en théorie, de permettre «*une rémunération avantageuse*» pour l'entreprise, au détriment du consommateur. Le taux d'intérêt de cette «*avance*» faite aux consommateurs est de 4,6%, alors qu'Enedis a financé son investissement de façon beaucoup plus avantageuse (sur fonds propres pour une part, et grâce à un prêt intragroupe au taux de 0,77%, pour l'autre). Selon les magistrats financiers, Enedis s'attribuerait ainsi une marge de 2,8%, soit environ 500 millions d'euros. L'association de consommateurs UFC-Que Choisir a lancé une pétition «*Linky, refusons de payer pour Enedis*» le 8 mars, pour demander à revoir les conditions de financement du compteur. Elle avait recueilli, lundi après-midi, 231 786 signatures. UFC-Que Choisir a calculé que le consommateur devra payer 15 euros par an pendant dix ans pour permettre à Enedis d'installer les compteurs.

Normalement, l'investissement généré par le dispositif est un mal pour un bien. Les compteurs sont censés fournir des données plus précises sur la consommation des foyers et permettre ainsi d'en améliorer la maîtrise. Or, les informations récupérées grâce aux compteurs et transmises par Enedis au client «*sont très maigres et peu accessibles*», estime l'association. «*L'affichage déporté, permettant une information en temps réel plus complète et lisible, est limité aux seuls ménages précaires. En l'état, les compteurs Linky ne sauraient donc garantir une meilleure maîtrise de la consommation énergétique par les ménages!*»

La Cour de comptes estime «*les gains [...] encore insuffisants*» pour le consommateur. «*Ce sont pourtant eux qui justifient l'importance de l'investissement réalisé*», rappellent les magistrats financiers. Ils sont rejoints sur ce point par l'Association Cler-Réseau pour la transition énergétique qui décrit dans une note de 2016 «*un apport limité à la transition énergétique*». D'après eux, «*la possibilité pour les ménages de faire des économies d'énergies substantielles par la simple mise à disposition de données n'a pas à ce jour fait la preuve de sa réalité*».

De son côté, Enedis assure que les compteurs Linky tiendront leurs promesses.

EMMA DONADA



Des manifestants opposés au compteur Linky à Autrans-

Des incendies à cause de Linky ?

Certains détracteurs affirment que la technologie utilisée par les compteurs Linky est susceptible de provoquer plus d'incendies. D'après le site fournisseurs-energie.com, une dizaine de ces nouveaux compteurs ont pris feu en décembre 2016 quand 300 000 compteurs ont été posés. Enedis a indiqué que les incendies étaient dus à une mauvaise installation et non à aux compteurs eux-mêmes. «*La qualité du geste technique "de serrage mécanique" des câbles d'arrivée électrique est primordiale. Une sensibilisation particulière est réalisée lors de la formation des techniciens de pose équipés d'un instrument permettant de réaliser parfaitement ce geste technique*», précise le gestionnaire d'électricité. Sur ce point, les opposants dénoncent des installations effectuées trop rapidement par des prestataires.

«*Incendies : pourquoi et comment le compteur Linky tue et va encore tuer*», voici ce que l'on peut lire sur le site du militant anti-Linky Stéphane Lhomme. Pour étayer ses dires, il renvoie à deux incendies mortels, l'un à Laxou-Champ-le-Boeuf (Moselle) le 7 mars 2018 et l'autre à Saint-Julien-Les-Villas (Aube) le 8 avril. Or si ces incendies sont bien réels, aucun des deux n'a été provoqué par un compteur Linky. Le militant a simplement repris des articles de presse locale, en soulignant certains passages pouvant prêter à confusion.

E.Do.



Méaudre (Isère), le 5 mai. PHOTO GUILLAUME PEPEY. HANS LUCAS

Nos données personnelles sont-elles menacées ?

Les compteurs permettent de récupérer un certain nombre de données sur la consommation d'électricité. La crainte d'un système à la *Big Brother* est largement partagée parmi les opposants au compteur. Les fournisseurs d'énergie pourraient connaître de l'heure de notre réveil à l'appareil utilisé pour manger : «Ils sauront ainsi que vous êtes célibataire, aux horaires imprécis, que vous [...] quittez votre logement entre 8 heures et 11 heures pour ne revenir qu'après 19 heures, heure à laquelle, faisant que vous êtes, vous vous réchauffez au micro-ondes un plat préparé que vous mangez devant la télé», s'inquiète le journaliste Nicolas Bérard dans son ouvrage *Sexy, Linky?* (éditions Le Passager clandestin).

La Cnil confirme que les données récupérées par les compteurs «peuvent en effet révéler de nombreuses informations relatives à [la] vie privée [des clients] (heures de lever et de coucher, périodes d'absence ou nombre d'occupants du logement)». Cependant, elle précise bien qu'il «s'agit des données de consommation globales du foyer, sans le détail des consommations de chaque appareil». Ainsi, Enedis et les fournisseurs d'énergie ne peuvent pas savoir si leur client réchauffe son plat au micro-ondes, comme l'affirme Nicolas Bérard. Par ailleurs, les données sont chiffrées et ne permet-

tent pas d'identifier l'utilisateur, ni son adresse. Elles doivent permettre avant tout aux fournisseurs d'énergie de proposer des contrats personnalisés avec des tarifs différenciés selon la consommation de chacun. Là encore, les anti-Linky craignent que l'utilisateur ne puisse pas librement choisir l'utilisation de ses données.

Afin d'assurer le contrôle des données personnelles, Enedis et les fournisseurs d'énergie doivent obligatoirement obtenir le consentement du client avant de récupérer ses données, notamment celles plus fines qui permettent de proposer des contrats spécifiques. Les fournisseurs d'énergie doivent aussi obtenir une autorisation explicite de l'utilisateur pour récupérer également les données transmises par le compteur. Cette obligation fait partie des conditions posées par la Cnil en phase préparatoire du lancement de Linky. Elle n'est pas toujours respectée. Le 27 mars, la Cnil a mis en demeure le fournisseur Direct Energie car l'entreprise ne demandait pas assez clairement le consentement des clients pour récupérer les données collectées par les nouveaux compteurs Linky. Pour l'instant, la Cnil a indiqué avoir aussi «surveillé d'autres fournisseurs d'énergie, sans constater d'éléments justifiant une mise en demeure».

E.Do.

Les communes peuvent-elles s'y opposer ?

Délibérations, arrêtés, avis à la population : 612 communes ont rejeté l'installation des compteurs Linky, d'après un décompte tenu par Stéphane Lhomme, un militant anti-Linky. La Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) a recensé environ 350 délibérations. Cependant, «les délibérations pri-

ses par des conseils municipaux s'opposant au déploiement des compteurs Linky n'apparaissent pas fondées en droit», indique le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des collectivités territoriales, en 2017. «Des directives ont été envoyées par le ministère aux préfets pour leur signifier que ces délibérations

sont illégales», indique Charles-Antoine Gautier, de la FNCCR.

Les préfets peuvent saisir les tribunaux administratifs qui suspendent les délibérations après jugement, comme à Nantes en 2016, où le tribunal a suspendu une décision du conseil municipal de Villepot (Loire-Atlantique).

L'immense majorité du réseau d'électricité est géré par Enedis. Initialement, le service d'électricité relève bien de la compétence des communes, propriétaires du réseau. Mais ensuite, ces dernières

signent un contrat de concession avec un gestionnaire (comme Enedis qui déploie le dispositif Linky) pour déléguer la gestion du réseau. En contrepartie, Enedis entretient et développe les infrastructures. Cela comprend le changement des compteurs. En clair, le gestionnaire récupère les droits de développer et d'exploiter le réseau, une fois le contrat signé. Ce n'est donc plus une tâche qui incombe à la commune. Et ce, sans compter que beaucoup de communes ne sont même plus compétentes pour

négoier ces contrats avec le gestionnaire (525 contrats de concessions sur environ 36 000, d'après la FNCCR). Les réformes territoriales successives ont encouragé la mutualisation des compétences. Dans les zones urbaines, la gestion du réseau est transférée aux métropoles avec la «loi Maptam» de 2014.

De son côté, Enedis explique avoir mis en place un «dispositif de concertation avec les élus» afin de faciliter l'installation.

E.Do.

Les compteurs sont-ils dangereux pour la santé ?

Les nouveaux compteurs utilisent pour communiquer le système de «courant porteur en ligne» (CPL) qui permet d'envoyer des informations sous forme de signal électrique à partir des câbles électriques classiques. Or, d'après le Centre international de recherche sur le cancer (Circ) de l'Organisation mondiale de santé (OMS), les champs magnétiques de fréquences extrêmement basses sont «peut-être cancérigènes pour l'homme». Les opposants à Linky, comme l'association Robin des toits dédiée à «la sécurité sanitaire dans les technologies sans fil», craignent un «problème de santé publique» avec

la pose de ces nouveaux compteurs dans les foyers. Le respect des normes en terme d'exposition aux ondes ne garantit pas que les compteurs sont inoffensifs, d'après eux. De son côté, Enedis assure que les compteurs n'augmentent pas significativement le niveau de champ électromagnétique ambiant. L'entreprise s'appuie sur les études menées par l'Agence nationale des fréquences (ANFR), chargée par la loi de contrôler le respect des valeurs limites d'exposition du public aux ondes électromagnétiques. D'après une étude de l'agence menée en 2016, les niveaux mesurés à 20 cm des compteurs sont bien infé-

rieurs aux valeurs limites réglementaires. Entre 100 et 600 fois moins que la valeur limite réglementaire pour le champ magnétique maximal. La même année, l'Agence nationale de sécurité sanitaire, alimentation, environnement, travail (Anses) a rendu un avis similaire sur les «risques sanitaires représentés par les compteurs communicants». Après l'analyse de nouvelles données en 2017, l'Anses ne remet pas en cause ses conclusions, mais explique que de nouvelles données ont mis «en évidence des durées d'exposition plus longues que celles initialement attendues, sans que les niveaux de champ électro-

magnétique ne soient cependant plus élevés. Ces niveaux restent très faibles et comparables à ceux émis par les dispositifs électriques ou électroniques domestiques».

Le Centre de recherche et d'information indépendant sur les rayonnements électromagnétiques non ionisants (Criirem) recommande tout de même d'éloigner les compteurs des habitations : «Comme pour tout autre appareil électrique ou électronique et tous les anciens compteurs, si l'on est à plus de deux mètres de ce système, le risque est extrêmement faible.»

E.Do.



LIBÉ.FR

A Paris, Vélib à l'arrêt... mais gratuit

Le Conseil de Paris a émis le souhait, vendredi, de rembourser tous les abonnés Vélib pour les mois d'avril, mai et peut-être juin «si le service n'est toujours pas satisfaisant». Une décision qui doit être actée par le syndicat Autolib et Vélib Métropole à la fin du mois. Repris par Smovengo le 1^{er} janvier, le service de vélos enchaîne les couacs. Il est aujourd'hui pratiquement à l'arrêt. Un «plan de sortie de crise» a été annoncé la semaine dernière par l'opérateur. PHOTO REUTERS

Si le Premier ministre a accepté de rencontrer pour la première fois les syndicats de la SNCF lundi, il n'a fait aucune concession sur les fondamentaux du texte et est resté flou sur la reprise de la dette. La grève continue.

Par **DOMINIQUE ALBERTINI, FRANCK BOUAZIZ et AMANDINE CAILHOL**
Photo **ALBERT FACELLY**

Pas de quoi éteindre le feu. En recevant tour à tour lundi, pour la première fois depuis le début de la grève, les délégations Unsa, CGT, CFDT, Solidaires et FO pour tenter de désamorcer le conflit à la SNCF, le Premier ministre a au moins répondu à une première attente des cheminots : celle de reprendre en main le dossier. «Le côté positif de la rencontre, c'est que c'est celui qui décide qui nous rencontre», a ainsi souligné Laurent Brun, le secrétaire général de la CGT Cheminots, en quittant Matignon. Voilà pour les réjouissances. Mais pour la centrale de Montreuil, elles s'arrêtent là. «Le Premier ministre n'a pas dit autre chose que ce qu'il avait dit avant qu'on rentre», a regretté Philippe Martinez, le secrétaire général de la confédération. Verdict pour la CGT : la grève continue. Edouard Philippe avait pourtant annoncé la couleur : s'il promettait d'être ouvert à des propositions sur la question de la dette de la SNCF, il avait fermé la porte à toute remise en cause de la réforme, et notamment de la suppression du statut des cheminots. Une main «tendue mais ferme», résumait Matignon en amont de ces rencontres bilatérales. Lundi, le Premier ministre a réaffirmé sa position. Alors que deux nouveaux jours de grève sont prévus ce mardi et mercredi (avec 3 TGV sur 5 et 3 Intercités sur 10 circulant ce mardi, selon la direction), l'ex-maire du Havre a précisé que la réforme n'était pas di-



Le Premier ministre, Edouard Philippe, et les représentants des syndicats SUD et Solidaires, à Matignon lundi.

Avec les cheminots, Philippe ferme sur sa réforme et pas net sur la dette

rigée «contre les cheminots». Mais a répété que la situation de l'entreprise «n'est pas satisfaisante» et qu'il ne «reviendrait pas» sur les grands principes du projet. Avant de concéder : «Cela ne veut pas dire qu'il n'y aurait plus rien à discuter.»

«Règle d'or». Parmi les propositions faites aux syndicats : un renforcement de l'investissement pour «financer des travaux de modernisation de la signalisation» ou encore «un plan ambitieux de formation et d'adaptation des compétences» pour les salariés. Saluant des «échanges de bonne qualité», le Premier ministre a par ailleurs répété que «l'Etat prendrait ses responsabilités» vis-à-vis de la dette de la SNCF, qu'il commencera à

reprendre de manière «substantielle» à partir de 2020. Les modalités de cette reprise dépendront cependant du redressement économique du groupe. Philippe a insisté pour que celui-ci «réduise [les surcoûts vis-à-vis de la concurrence] : «L'Etat ne va pas reprendre la dette si celle-ci se reconstitue inéluctablement.» Il souhaite par ailleurs que la SNCF soit «à l'équilibre économique à la fin du quinquennat». Enfin, le Premier ministre s'est engagé à adopter «des règles strictes, une «règle d'or» qui interdise un endettement excessif de la SNCF».

Des annonces jugées trop floues par SUD Rail. «Après deux mois de concertation, on voit bien que rien n'a été réflé-

chi plus loin que des postures de dogmes politiques d'ouverture à la concurrence», a regretté Erik Meyer, porte-parole du syndicat, pour qui les réponses de l'exécutif «ne sont pas de nature à arrêter la grève». Dans la foulée du rendez-vous, des opérations coup-de-poing ont eu lieu dans les gares Montparnasse, de l'Est et du Nord. Dans la première, près de 200 cheminots de SUD Rail ont ainsi fait irruption avec des fumigènes, créant un léger mouvement de panique. Ils ont été repoussés par des CRS.

Amendements. Ces rencontres n'ont pas non plus convaincu le clan des «réformistes». «C'était presque une réunion pour rien. Le Premier

ministre nous annonce une reprise substantielle de la dette, mais sans nous donner ni le montant ni le calendrier, et renvoie à une prochaine réunion dans quinze jours. Ce n'est pas de nature à nous rassurer», explique à Libé Roger Dillenseger, secrétaire général de l'Unsa ferroviaire. Qui se prononce pour «une poursuite [de la] grève». Si elle aussi est favorable au maintien du calendrier de grèves, la CFDT s'est montrée moins critique. «On a rencontré un Premier ministre très déterminé sur ses axes mais, derrière ça, prêt à ouvrir des discussions», explique Didier Aubert, secrétaire général de la CFDT Cheminots. Mercredi, sans surprise, la poursuite du mouvement social devrait donc être actée par l'ensemble des organisa-

tions lors d'une prochaine intersyndicale au siège de la CGT. Mais les centrales pourraient adopter des stratégies divergentes en amont de l'examen du projet de loi de réforme ferroviaire au Sénat, à partir du 23 mai.

Il reste «encore trois semaines pour interrompre le processus parlementaire», note Laurent Brun, de la CGT, peu convaincu, à l'instar de SUD Rail, par la possibilité laissée aux syndicats de proposer des amendements au texte. A l'inverse, la CFDT envisage d'en fournir «une quarantaine». Et Laurent Berger, le secrétaire général du syndicat, d'argumenter : à la CFDT, c'est «mobilisation et proposition, proposition et mobilisation». Prochaine rencontre entre Matignon et les syndicats : le 24 ou 25 mai. ◆

L'HISTOIRE DU JOUR



LIBÉ.FR

Tribune : «L'écologie essentielle n'est pas une utopie, c'est une urgence»

Un an après son arrivée au pouvoir, le bilan écologique de Macron n'est pas au niveau de ses prises de position sur la scène internationale, juge Benjamin Joyeux, coprésident du Rassemblement des écologistes pour le vivant (REV). Ce nouveau mouvement, qui tient sa première réunion publique samedi à Paris, promeut une écologie antispéciste, 100 % bio, végane, non violente et ultraspectueuse de la nature. PHOTO AFP

PMA: En marche sur des œufs

Pour Emmanuel Macron, il est des promesses visiblement plus difficiles à tenir que d'autres. Notamment celle d'ouvrir la procréation médicalement assistée (PMA) aux couples de femmes et aux femmes seules. A l'occasion de son premier anniversaire à l'Élysée, certains de ses proches ont été interpellés sur la concrétisation de cet engagement de campagne. «Je suis attaché à ce que nous faisons ce que nous avons dit, que la PMA pour toutes soit adoptée avant la fin du mandat de la majorité», a évacué lundi Richard Ferrand, le patron des députés LREM, sur France Inter. Sans enthousiasme et en marchant sur des œufs.

Quelques minutes auparavant, sur la même antenne, Michel Aupetit, l'archevêque de Paris, avait sorti les grandes orgues à propos de la PMA: «Nous ne sommes là ni pour faire des lois ni pour faire changer d'avis», a-t-il d'abord concédé, pour mieux trancher par la suite: «Il s'agit de définir deux sociétés, l'une basée sur l'individualisme où la clé, c'est l'autonomie; et une société de la fraternité basée sur les relations interpersonnelles. Après, les lois doivent-elles s'accorder au désir des personnes?» a-t-il feint de s'interroger. Avant d'asséner: «Cette situation-là, les enfants en sont victimes.» Cette prise de position de la part d'un prélat qui a par

ailleurs revendiqué «être descendu dans la rue pendant la Manif pour tous» est dans la ligne de l'offensive des catholiques réactionnaires menée lors des Etats généraux de la bioéthique, dont la phase de consultation s'est achevée la semaine dernière. Le premier bilan qu'en a tiré le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) – avant un rapport de synthèse en juin, censé nourrir la future loi de bioéthique – pourrait expliquer la procrastination et le manque d'empressement du gouvernement et de la majorité sur le sujet. Parmi les neuf thèmes proposés au débat, «Procréation et société» est celui qui a le plus mobilisé le public. Et surtout les anti-PMA. Sur le site

dédié à ces Etats généraux, 29 000 participants ont envoyé 65 000 propositions concrètes: 45% portaient sur la PMA et sur la GPA, 24% sur la fin de vie. Et au sein des 250 événements qui ont réuni «plus de 18 500 citoyens» partout en France, «environ un quart des débats» ont porté sur la PMA. Les associations favorables à la procréation médicalement assistée pour toutes ont dénoncé un noyautage et une monopolisation de la parole par les anti. Alors que, dans les sondages, 60% des Français se disent en faveur de cette avancée, Macron saura-t-il se montrer aussi ferme sur la PMA que sur la SNCF?

MATTHIEU ÉCOIFFIER

«Si jamais le président de la République m'y autorise, je serai candidat tête de liste à Tourcoing.»

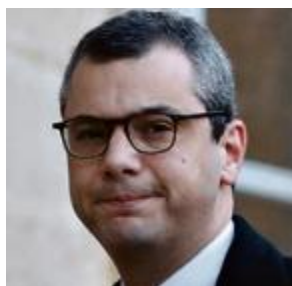


GÉRALD DARMANIN
ministre de l'Action
et des Comptes
publics

Géraud Darmanin renonce à bouter les socialistes hors de Lille. Le ministre de l'Action et des Comptes publics a déclaré lundi sur France Bleu Nord vouloir se représenter en tête de liste dans son fief de Tourcoing, dans le Nord, où il est devenu premier adjoint après y avoir été édile de sa victoire aux municipales en 2014 à son entrée au gouvernement, en 2017. «J'en ai déjà un peu parlé avec mon équipe municipale et je serais très heureux de défendre mon bilan», a-t-il dit. Il écarte ainsi la perspective de se présenter dans la ville de Martine Aubry, dont il avait déploré le «déclin» dans une interview à la Voix du Nord en décembre et où son nom était prononcé par plusieurs personnalités comme candidat possible.

«Acceptable»

Ainsi faut-il qualifier les ristournes dont a bénéficié Emmanuel Macron au cours de sa campagne présidentielle victorieuse, selon la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP). Celle-ci a publié lundi un communiqué qui ne vise pas tant à innocenter le chef de l'Etat qu'à s'exonérer de toute erreur, puisque c'est elle qui a validé les comptes. A ses yeux, les réductions accordées au candidat d'En marche par la société GL Events, dirigée par un proche de Gérard Collomb, ne constituent «pas des participations illicites au financement» de sa campagne. N'en déplaise aux adversaires politiques du Président, à l'instar du PS qui souhaite que le Parquet national financier se penche sur ce dossier. Est notamment visé le meeting du 12 juillet 2016 à Paris, qui a vu sa facture considérablement réduite, comme l'a révélé Mediapart. Rien que de très classique aux yeux de la commission, qui voit là une «pratique commerciale largement répandue» dans ce secteur, «consistant à faire bénéficier le client d'une remise pouvant aller de 20% à 30%». La CNCCFP ajoute que «d'autres candidats ont bénéficié de remises similaires», comme Benoît Hamon, qui aurait profité, de la part de Match Event, d'une «remise de 18,7% sur son prix HT pour l'organisation de la réunion publique de Bercy du 19 mars 2017». **F.Dt**



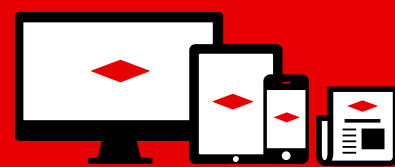
Conflit d'intérêts Kohler accusé par «Mediapart»

Conseiller de l'ombre de Macron depuis plusieurs années, le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, est soupçonné de conflit d'intérêts dans une longue enquête publiée par Mediapart vendredi. Le haut fonctionnaire possède en effet des liens familiaux avec l'armateur italo-suisse MSC, numéro 2 mondial du transport maritime: Rafaela Aponte, sa cofondatrice, est la cousine germaine de la mère de Kohler. En juillet 2017, celui-ci avait concédé un lien familial avec la compagnie, lâchant dans l'Express qu'«un lointain cousin est actionnaire de MSC». Il a souvent croisé la route de l'armateur dans les dossiers qu'il a eu à traiter, notamment celui des chantiers navals de Saint-Nazaire alors qu'il était en 2012 directeur adjoint du cabinet de Pierre Moscovici à Bercy. PHOTO REUTERS

ABONNEZ-VOUS

ABONNEZ-VOUS À LIBÉRATION

À découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération, service abonnement, 2 rue du Général Alain de Boissieu 75015 PARIS. Offre réservée aux particuliers.



OFFRE
INTÉGRALE | 33€

par mois⁽¹⁾, soit plus de 35% de réduction par rapport au prix de vente en kiosque.

Offre à durée libre sans engagement valable jusqu'au 30.06.2018

AUTLIB16

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale Libération. Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi de Libération week-end par portage⁽²⁾ + l'accès aux services numériques payants de liberation.fr et au journal complet sur iPhone et iPad.

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal [] [] [] [] [] [] Ville _____ N° de téléphone [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

E-mail _____ @ _____

(obligatoire pour accéder aux services numériques de liberation.fr et à votre espace personnel sur liberation.fr)

Règlement par carte bancaire. Je serai prélevé de **33€ par mois** (au lieu de 50,80 €, prix au numéro). Je ne m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment.

Carte bancaire N° []

Expire le [] [] [] [] J'inscris mon cryptogramme [] [] [] []
(les 3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire)

Signature obligatoire :

Règlement par chèque. Je paie en une seule fois par **chèque de 391€** pour un an d'abonnement (au lieu de 659,70€, prix au numéro).

Vous pouvez aussi vous abonner très simplement sur : www.liberation.fr/abonnement/

⁽¹⁾ Cette offre est valable jusqu'au 30/06/2018 en France métropolitaine. La livraison du quotidien est assurée par porteur avant 7h30 dans plus de 500 villes, les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations recueillies sont destinées au service de votre abonnement et, le cas échéant, à certaines publications partenaires. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces publications cochez cette case.

LIBÉ.FR

Checknews : y a-t-il une LREM chez Occurrence le cabinet de comptage des manifestants ?

Au lendemain du comptage indépendant du nombre de manifestants présents à la «Fête à Macron» (38 900), samedi, réalisé par la société Occurrence pour un collectif de médias, plusieurs membres de La France insoumise ont dénoncé une proximité entre une salariée d'En marche et ce cabinet d'étude. En réalité, cette dernière n'y travaille plus depuis 2010.

Derrière l'écran KLM, Air France a les voyants au rouge

«Libération» a eu accès aux résultats de la compagnie française dont les comptes sont fusionnés avec ceux de la néerlandaise depuis leur rapprochement en 2004. Une fois isolés, ils s'avèrent préoccupants.

Par **FRANCK BOUAZIZ**

C'est un document confidentiel qui ne circule qu'au près d'une dizaine de personnes triées sur le volet. Il s'agit des comptes de la compagnie Air France pour l'année 2017, isolés de ceux de sa cousine KLM. Il montre qu'Air France, avant que les grèves ne débutent, était déjà dans une situation financière bien moins reluisante qu'il n'y paraissait. Depuis que les deux compagnies ont fusionné, elles sont chapeautées par un holding qui consolide les résultats des deux entreprises. Impossible donc de connaître avec précision la santé financière de chacune d'entre elles. Une situation inconfortable pour ceux dont le métier est d'analyser ces chiffres. «Dans les périodes de stress sur les marchés, on a besoin d'avoir des éléments financiers sur chacune des compa-

L'HISTOIRE DU JOUR

Charme. La période est stressante pour Air France. Les treize derniers jours de grève lui ont coûté la bagatelle de 300 millions d'euros et, lundi, le cours de l'action Air France-KLM a dégringolé de 10,55 % en une seule séance. Il y a quelques semaines, les dirigeants d'Air Fran-



A l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, le 11 avril. PHOTO CHRISTOPHE ENA, AP

ce-KLM annonçaient pourtant des résultats historiques, avec un bénéfice d'exploitation qui frisait 1,5 milliard d'euros pour la totalité du groupe. La réalité est plus contrastée. D'un côté, la compagnie néerlandaise KLM se porte comme un charme. Si elle ne réalise qu'un tiers du chiffre d'affaires de l'entité qu'elle forme avec Air France, elle apporte en revanche deux tiers des bénéfices. Par conséquent, la situation d'Air France est beaucoup plus fragile. Le document confidentiel sur les comptes 2017 indique, dès les premières pages, des résultats stables en 2017 par rapport à 2016, «mais une forte dégradation des coûts de produc-

tion par rapport au budget initialement prévu». Quant au bénéfice d'exploitation en hausse de 218 millions d'euros, il est à relativiser. Il est comparé à 2016, année durant laquelle plusieurs jours de grève ont coûté près de 120 millions d'euros. Après correction, la progression du bénéfice se ratatine et atteint seulement 95 millions d'euros sur 15 milliards de chiffre d'affaires. Tout aussi préoccupant : Air France est déficitaire sur

deux de ses trois principales activités. Certes, les vols longue distance enregistrent un bénéfice d'exploitation de 651 millions d'euros. En revanche, les liaisons moyen courrier (jusqu'à quatre heures) accusent un déficit de 179 millions d'euros. Quant à la filiale Hop, dédiée aux courtes distances en France et en Europe, ses pertes ont quasiment doublé, passant de 55 à 104 millions d'euros. Une illustration du recul d'Air France sur le marché français

et européen. «Easyjet est maintenant présent sur des lignes transversales qui ne passent même plus par Paris, ce que l'on n'aurait pas imaginé il y a quelques années», constate Yann Derocles.

Joyaux. Enfin, au cours des dernières années, Air France a eu tendance à vendre ses joyaux. A l'image d'un ménage qui céderait son appartement et en deviendrait simple locataire pour obtenir de l'argent frais, la compagnie nationale a vendu une partie de sa flotte. La moitié de ses dix très gros porteurs A380 a été refinancée par des investisseurs allemands. Parallèlement en 2016, Air France a cédé sa filiale de fabrication de plateaux-repas Servair et sa participation

dans le système de réservation de billets Amadeus. L'opération a rapporté plus de 300 millions d'euros, améliorant les comptes mais appauvrissant le patrimoine de l'entreprise, dont la valeur globale baisse. Au premier trimestre 2018, toujours selon les chiffres confidentiels qu'a pu se procurer Libération, tous les clignotants de la compagnie sont au rouge. Le chiffre d'affaires recule et la perte d'exploitation double. Certes, la grève explique en partie cette mauvaise performance, mais pas exclusivement puisque seuls trois jours d'arrêt de travail ont été comptabilisés. Un tableau qui risque de rendre encore plus délicate la recherche d'un nouveau PDG. ◆

Si KLM ne réalise qu'un tiers du chiffre d'affaires de l'entité qu'elle forme avec Air France, elle apporte en revanche deux tiers des bénéfices.

À LA TÉLÉ CE SOIR

- TF1**
21h00. **L'arme fatale.** Série. Frères et sœurs. L'affaire était dans le sac. Confessions intimes. 23h35. **Chicago Police Department.** Série. 3 épisodes.
- FRANCE 2**
20h50. **Football : Les Herbiers / Paris Saint-Germain.** Sport. Coupe de France - Finale. Commenté par Fabien Lévêque et Jérôme Alonzo. 23h20. **Cellule de crise.** Documentaire. Face à la rue.
- FRANCE 3**
20h55. **Capitaine Marleau.** Téléfilm. À ciel ouvert. Avec Corinne Masiero, Charles Berling. 22h40. **Soir 3.** 23h25. **Tamara Drewe.** Film.
- CANAL+**
20h55. **L'amant double.** Thriller. Avec Marine Vauth, Jérémie Renier. 22h40. **Profession....** Magazine. Actrice.
- ARTE**
20h50. **Charles Pathé et Léon Gaumont.** Documentaire. Premiers géants du cinéma. 22h20. **Sexe et amour 3.0.** Documentaire.
- MG**
21h00. **Maison à vendre.** Magazine. 2 reportages. Présenté par Stéphane Plaza. 22h50. **Maison à vendre.**
- FRANCE 4**
21h00. **Concours Eurovision de la chanson 2018.** Divertissement. Première demi-finale, en direct de Lisbonne. 23h30. **En route pour l'Eurovision.**
- FRANCE 5**
20h50. **La grande aventure de l'homo sapiens.** Documentaire. Le berceau africain. La sortie d'Afrique. À la conquête du monde. 23h30. **C dans l'air.**
- PARIS PREMIÈRE**
20h50. **Le guépard.** Drame. Avec Burt Lancaster, Claudia Cardinale. 00h10. **Cannes, une histoire glamour.**
- TMC**
21h00. **90' Enquêtes.** Magazine. Alcool, chauffards, incivilités : Les policiers et gendarmes de l'Est en action. 23h15. **90' Enquêtes.**
- W9**
21h00. **Les 20 chansons préférées des Français.** Documentaire. 23h00. **Les 30 ans du Top 50.** Divertissement.
- NRJ12**
20h55. **Limitless.** Thriller. Avec Bradley Cooper. 22h55. **La neuvième porte.** Film.
- C8**
21h00. **Rush Hour 2.** Policier. Avec Jackie Chan, Chris Tucker. 23h00. **Rush Hour.** Film.
- TFX**
21h00. **Ma meilleure ennemie.** Comédie dramatique. Avec Julia Roberts, Susan Sarandon. 23h15. **Chroniques criminelles.**
- CSTAR**
21h00. **Mémoire du crime.** Documentaire. Patrick Henry, prisonnier d'une vie. 22h00. **Mémoire du crime.**
- TF1 SÉRIES FILMS**
21h00. **Le Bossu.** Aventures. Avec Daniel Auteuil. 23h15. **Tais-toi !.** Film.
- 6TER**
21h00. **Angélique et le Sultan.** Aventures. Avec Michèle Mercier, Robert Hossein. 22h50. **Indomptable Angélique.** Film.
- CHÉRIE 25**
20h55. **Snapped : les femmes tueuses.** Magazine. 2 épisodes. 22h55. **Snapped : les femmes tueuses.** Magazine.
- NUMÉRO 23**
20h55. **Malgré-elles.** Téléfilm. Avec Flore Bonaventura. 22h40. **Le temps des secrets, le temps des amours.** Téléfilm.
- LCP**
20h30. **Droit de suite.** Documentaire. Demain, tous crétiens ?. 22h00. **Documentaires.** Documentaire. Les 10 derniers jours de Marine Le Pen.



www.liberation.fr
2, rue du Général Alain de Boissieu
75015 Paris
tél. : 01 87 25 95 00

Edité par la SARL Libération
SARL au capital de 15 560 250 €.
2, rue du Général Alain de Boissieu - CS 41717
75741 Paris Cedex 15
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
SFR Presse

Cogérants
Laurent Joffrin,
Clément Delpirou

Directeur de la publication et de la rédaction
Laurent Joffrin

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directeurs adjoints de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Christophe Israël,
Alexandra Schwartzbrod

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois (édition),
Christophe Boulard (technique),
Sabrina Champenois (société),
Guillaume Launay (web)

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef adjoints
Grégoire Biseau (France),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (idées),
Fabrice Drouzy (spéciaux),
Matthieu Ecoiffier (web),
Christian Losson (monde),
Didier Péron (culture),
Sibylle Vincendon (société)

ABONNEMENTS
abonnements.liberation.fr
sceabo@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 391€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libération Medias
2, rue du Général Alain de Boissieu - 75015 Paris
tél. : 01 87 25 85 00

Petites annonces. Carnet Team Media
10, boulevard de Grenelle
CS 10817
75738 Paris Cedex 15
tél. : 01 87 39 84 00
hpiat@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues)
POP (La Courneuve)
Nancy Print (Jarville)
CILA (Nantes)

Imprimé en France
Membre de OJD-Diffusion
Contrôle. CPPAP : 1120 C
80064. ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France

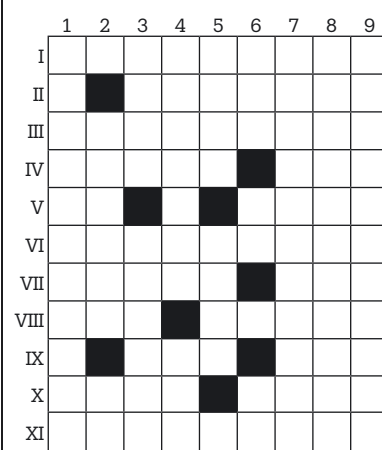
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier

La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

ON S'EN GRILLE UNE ?

Par GAËTAN GORON



Grille n°904

HORIZONTALEMENT
I. Il veut mettre malandrins mal en point II. Chez lui, le voyageur n'a pas de bagage III. En sa catacombe ont reposé sept papes IV. On y lave bidets ; Utilisé en Europe, il vaut environ un cinquième d'euro V. Sans elles, un transalpin vient d'ailleurs ; (Pose à) plat VI. Même si ce mot n'en avait pas besoin, un aveugle l'a mis en lumière VII. Classes ; Un peu d'herbe qui sonne comme du blé VIII. Macron fit celui de Paris ; Reçut IX. A l'état de nature ; Sa propagation capote grâce à elle X. Syndicat étudiant ; Loin derrière XI. Avec S

VERTICALEMENT
1. Faux sans accent, c'est plus compliqué avec 2. Fais un trait dessus ; Le milieu des faux-monnayeurs 3. On peut le diviser ; Vieux habits 4. Couvert de minéraux ; Si vous l'identifiez, ça va le changer 5. Ils vont tout droit ; Cette rivière coule là où coule la bière 6. A quitté sa zone d'inconfort (a) ; Un milliardème de tonne ; Lettres d'anticipation 7. Une flamme réchauffa cette ville au froid 8. Il vous empêche ici de répondre 9. Les fils à la patte

Solutions de la grille d'hier
Horizontalement I. TROCHIDÉS. II. ESCH. PESO. III. RABAB. IV. UPAS. DOIS. V. CISSÉ. UDS. VI. IL. ENCLOT. VII. GÉNA. HOLÁ. VIII. AP. USINÁT. IX. LOL. NANTI. X. PISTOLERO. XI. ALDÉBARAN.
Verticalement 1. TEGUCIGALPA. 2. RS. PILE-POIL. 3. OCRAS. LSD. 4. CHASSEAU. TE. 5. EN. SNOB. 6. IPAD. CHIALA. 7. DÉBOULONNER. 8. ES. IDOLÁTRA. 9. SOUS-STATION. **libemots@gmail.com**

▮ SUDOKU 3660 MOYEN

	2		5		7		9	
5			3			4		6
		1					5	
6	9		4					3
3				2		4	9	
	3					1		
1		7			9			4
4		8		1			7	

▮ SUDOKU 3660 DIFFICILE

	4							6
5	9			8		3	4	
					1	9	2	
				7	1	6		
	6	8		4		5		
		7		6	5			
	2	4	5					
1	5		3			6	4	
8								7

SUDOKU 3659 MOYEN

6	7	8	9	1	5	2	3	4
9	1	2	4	3	7	8	5	6
3	4	5	8	2	6	7	9	1
2	6	4	7	9	1	5	8	3
5	9	3	6	8	2	1	4	7
1	8	7	3	5	4	6	2	9
4	5	9	1	6	8	3	7	2
7	2	6	5	4	3	9	1	8
8	3	1	2	7	9	4	6	5

SUDOKU 3659 DIFFICILE

8	9	1	2	3	4	5	6	7
6	2	4	8	5	7	1	9	3
5	3	7	9	1	6	2	8	4
7	4	6	1	8	9	3	2	5
1	5	3	4	6	2	8	7	9
9	8	2	5	7	3	4	1	6
1	5	3	9	5	7	4	1	1
3	1	9	7	4	8	6	5	2
4	7	5	6	2	1	9	3	8

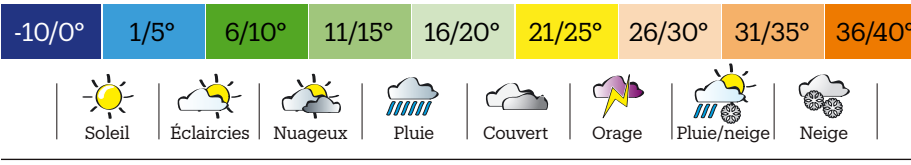
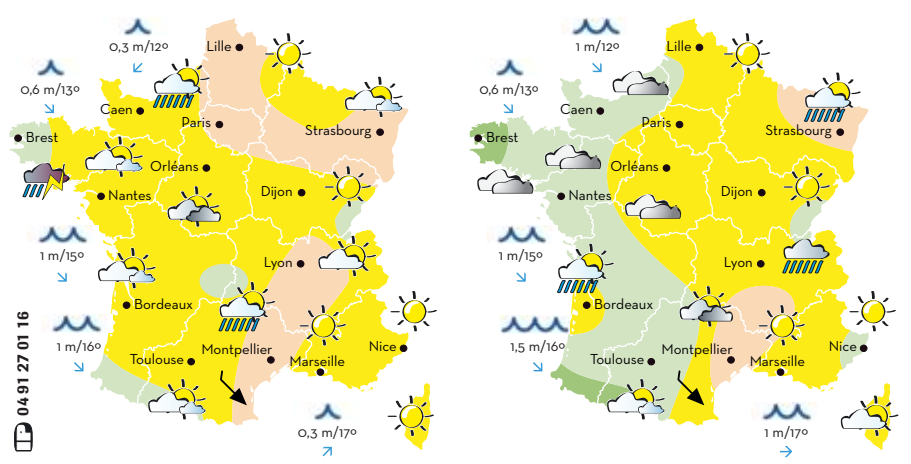
Solutions des grilles d'hier

MARDI 08

Quelques averses orageuses se déclenchent des Pyrénées au sud des Alpes. Le temps est beaucoup plus calme ailleurs avec un soleil généreux.
L'APRÈS-MIDI Le temps reste instable au sud de la Loire avec des averses parfois orageuses. Le soleil résiste sur les régions du nord.

MERCREDI 09

On retrouve un temps instable et orageux des Pyrénées au nord-est. Le temps est sec ailleurs.
L'APRÈS-MIDI Le risque d'averses orageuses se maintient des Pyrénées aux frontières de l'est. Quelques pluies arrosent la Bretagne en fin de journée. Les températures baissent par rapport à la veille.



www.lachainemeteo.com					
vos prévisions gratuites à 15 jours					
FRANCE	MIN MAX	FRANCE	MIN MAX	MONDE	MIN MAX
Lille	15 27	Lyon	12 27	Alger	16 20
Caen	14 25	Bordeaux	17 25	Berlin	14 25
Brest	10 18	Toulouse	13 24	Bruxelles	14 27
Nantes	16 21	Montpellier	15 27	Jérusalem	16 21
Paris	15 27	Marseille	17 22	Londres	13 26
Strasbourg	10 27	Nice	17 25	Madrid	17 25
Dijon	10 25	Ajaccio	15 23	New York	12 22

RETROUVEZ LES ANCIENS NUMÉROS DE LIBÉRATION SUR NOTRE BOUTIQUE EN LIGNE
BOUTIQUE.LIBERATION.FR

Salut les copains
Johnny Hallyday
1945-2017

RETROUVEZ AUSSI LE P'TIT LIBÉ

MOHAIR

Des bêtes et des brutes



ARTERRA. UIG VIA GETTY IMAGES



GETTY IMAGES. EYE EM



GETTY IMAGES. IMAGENAVI

ALLIGATORS, PYTHONS, KANGOUROUS... LES PEaux EXOTIQUES, PÉCHÉ DE L'HEXAGONE

Topshop, Adidas et Victoria's Secret se sont prononcés contre les peaux et plumes exotiques, mais se retrouvent bien seuls. Autruches, pythons, alligators, requins, kangourous : les grandes marques se les arrachent. Les maisons de luxe françaises ont même choisi de racheter les fermes d'élevage pour sécuriser leur approvisionnement. Hermès et LVMH, les deux fleurons de la maroquinerie française, ont racheté une grande partie des pôles de tannerie des Etats-Unis, d'Australie et du Vietnam. Non sans polémique. En 2015 éclate l'affaire «Birkin» du côté d'Hermès : en réaction à certaines «pratiques cruelles d'abattage» filmées clandestinement dans un élevage de crocodiles du Zimbabwe (fournisseur de la marque), l'actrice réclame que le fameux sac en croco ne porte plus son nom. En 2016, les abattoirs vietnamiens qui fournissent LVMH sont eux aussi vivement critiqués pour le traitement infligé aux reptiles. «Les atrocités commises dans des exploitations légales ne sont malheureusement pas le seul problème, alerte la présidente de One Voice, Muriel Arnal. La vente illégale de peaux exotiques est endémique. La réglementation est défaillante et l'étiquetage trompeur. Toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement manquent de transparence.» Autre problématique de la filière : le marché noir. Il y a bien une convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signé par 150 pays, qui garantit (en théorie) la survie des anacondas, crocodiles et autres espèces menacées (lézards, iguanes...). Mais l'association Peta estime que pour chaque animal tué légalement sur le marché des «peaux exotiques», un second est braconné dans son habitat naturel.

RENARDS, CHIENS VIVERRINS, CASTORS, CHINCHILLAS... LA FOURRURE EN VOIE DE DISPARITION?

Gucci, Armani, Versace, Hugo Boss, Furla, Calvin Klein, Ralph Lauren, Michael Kors, mais aussi Lacoste, Esprit, Zara ou la Redoute : depuis deux ans, du luxe à la fast fashion, une série de marques se convertissent au fur-free (sans fourrure). Certaines se sont même engagées à respecter un label créé par la Fur Free Alliance, une coalition internationale de plus de 40 associations de défense des animaux prêtes à en découdre avec ce «matériau archaïque». Autant d'annonces accueillies comme une victoire cruciale dans la disparition des poils de bêtes sur le marché de la mode. «Si la fourrure perd si vite du terrain, c'est parce que les petites marques suivent la cadence imposée par les grandes maisons qui se sont enfin réveillées, analyse Anissa Putois, chargée de campagne pour l'association Peta, poids lourd international en matière de défense des animaux. Il semblerait que la vraie fourrure soit en voie de disparition.» Pourtant, chaque année encore, 45 millions d'animaux (renards, chiens viverrins, castors, chinchillas...) seraient tués pour leurs pelages et les 40 milliards de bénéfice afférents, selon les derniers chiffres de la Fédération internationale du commerce de la fourrure (IFFF). En France, 150 000 visons seraient légalement tués chaque année – une dizaine de pays européens ont banni cette pratique, cinq autres sont en voie de l'interdire. D'après les chiffres de l'association L214, ces animaux sont, dans 85% des cas, tués par gazage, électrocution ou empoisonnement. «On remporte beaucoup de batailles ces temps-ci, mais le combat antifourrure est loin d'être gagné, nuance la présidente de l'association One Voice, Muriel Arnal. Dans notre pays, la fourrure reste un symbole de luxe et encourage le marché asiatique, numéro 1 du secteur, et la Russie, à faire survivre cette industrie. Tant que les grands couturiers français utiliseront des poils d'animaux dans leurs défilés, la mode de la fourrure continuera de perdurer à travers le monde.»


La diffusion d'une vidéo montrant des chèvres angoras maltraitées a amené des géants du prêt-à-porter à promettre la fin du mohair. Une polémique qui en rappelle d'autres.

Par
ANAÏS MORAN

Peta sait taper fort. Pour preuve : la dernière vidéo choc en date que l'association américaine «pour une éthique dans le traitement des animaux» a dévoilée mardi dernier sur son site internet : des dizaines de chèvres angoras gémissant de douleur, traînées par les cornes et la queue, suspendues la tête à l'envers, tondues pour leur laine, puis égorgées ou électrocutées si jugées pas assez rentables (c'est-à-dire pas assez fournies en laine). Selon l'association, les images

ont été filmées en janvier et février dans douze élevages d'Afrique du Sud, pays d'où provient plus de la moitié du mohair vendu dans le monde, la laine fabriquée à partir de la toison de la chèvre angora.

La vidéo a fait son effet : deux jours plus tard, H&M, Gap, Zara et Topshop ont affirmé «prendre la question du bien-être animal très au sérieux» et annoncé vouloir bannir la laine mohair avant 2020. Le géant suédois a tenu à préciser que cette douce fibre ne représente que 0,044% de celles utilisées pour ses collections. De son côté, le groupe Inditex – propriétaire de Zara,

Pull & Bear, Oysho et Bershka – a assuré que le mohair ne concernait qu'un «petit nombre de produits» et que le groupe n'avait pas de «preuves de l'existence de faits semblables dans les élevages auprès desquels s'approvisionnent ses fournisseurs». Connus pour infiltrer clandestinement, à travers le monde, les élevages d'animaux à destination du prêt-à-porter, les membres de Peta «se réjouissent de cette avancée». Mais au-delà des cris d'orfraie, idéaux pour redorer leur blason, les marques sont-elles vraiment prêtes à abandonner des matières au nom du bien-être animal? 



GETTY IMAGES

GETTY IMAGES. ISTOCKPHOTO

VACHES, VEAUX, CHEVAUX, AGNEAUX, CHÈVRES... LE CUIR A LA PEAU DURE

Difficile pour les anticuir de se faire entendre tant cette matière rare attise le désir des élites du secteur. Quelques grands noms de la mode (Stella McCartney et Lola Lempicka en tête) se sont engagés à ne plus travailler cette matière, mais l'emballement pour le cuir ne faiblit pas, bien au contraire : le marché des peaux est tendu par manque de premier choix, la préciosité du produit le rend encore plus convoité. A l'international, la filière a encore renforcé ses exportations de 7% l'année dernière. Selon Peta, plus d'un milliard d'animaux à travers le monde (vaches, veaux, chevaux, agneaux, chèvres, cochons mais aussi chiens et chats) sont élevés puis tués pour le commerce du cuir chaque année. «La plupart des gens ne se verraient pas porter de la vraie fourrure mais ne voient pas le problème du cuir car le lien avec l'animal ne se fait pas automatiquement, se désole la chargée de campagne de Peta, Anissa Putois. Vous n'y pensez peut-être pas, mais chaque fois que vous portez une ceinture, une veste ou une paire de chaussures en cuir, vous portez la peau d'un animal qui a énormément souffert. L'usage du cuir est principalement dû à une ignorance des réelles conditions de sa production.» Les associations dénoncent depuis plusieurs années des faits de surpopulation, marquage au fer, caudectomie (coupe de queue), écornage, égorgement, dépeçage vivant. Il existe pourtant d'autres alternatives au cuir : le Piñatex, un «cuir végétal» fabriqué à partir de la fibre d'ananas, mis au point par la créatrice Carmen Hijosa et timidement utilisé par les marques Puma et Camper ; le Muskin, un cuir de champignon conçu par l'entreprise italienne Grado Zero Espace ; ou encore le cuir d'hévéa, une espèce d'arbres qui produisent du latex.

LAPINS ANGORAS LE SUPPLICE DE L'ÉPILATION

Le scandale éclate en 2013 après la diffusion d'une vidéo de Peta sur les réseaux sociaux. Infiltrés dans des exploitations chinoises, des membres de l'association dévoilent des images de lapins angoras tenus par les pattes, pendus la tête en bas, coincés entre les genoux de l'éleveur, se faire arracher les poils à main nue. «Le poil est plus beau et plus long lorsqu'il est épilé à la racine et non rasé. Après avoir subi cette torture tous les trois mois pendant deux à cinq ans, les lapins sont généralement envoyés à l'abattoir pour être égorgés. L'industrie de l'angora est prête à maltraiter et sacrifier des lapins au nom du profit», dénonce la présidente de One Voice, Muriel Arnal. Le gémissement des bêtes choque l'opinion publique. H&M, Primark et Asos décident aussitôt de suspendre leur production de pulls, chaussettes et écharpes composés d'angora (sans toutefois retirer les produits des rayons). Certains autres fabricants promettent leur retrait du marché asiatique pour se tourner vers la production française, considérée comme plus respectueuse du bien-être des lapins. Mais en automne 2016, des images mises en ligne par One Voice divulguent des scènes d'épilation tout aussi macabres dans les élevages del'Hexagone : 70 grandes marques annoncent quelques mois plus tard l'absence définitive d'angora dans leurs futures collections. Aujourd'hui, ce commerce ne représenterait (plus) que 9 000 tonnes de poils de lapins à l'échelle mondiale. En France, il resterait tout de même une trentaine d'élevages. Le président de l'Union professionnelle des éleveurs de lapins angoras (Utalaf) pointe qu'un «code de bonne conduite» est d'usage mais qu'aucune «législation ne les contraint à administrer aux animaux le lagodendron», un fourrage végétal censé accélérer la chute des poils et réduire la souffrance lors de l'épilation.

IDÉES/

Le Brexit ne doit pas être utilisé pour liquider la PAC...

Alors qu'outre-Manche les discussions sont loin d'aboutir, la Commission européenne a déjà chiffré lourdement le départ du Royaume-Uni. Pourquoi tant de précipitation ?

Dans la bulle européenne, une bataille de spécialistes fait rage concernant les pertes budgétaires que le Brexit pourrait entraîner à terme. Or, ce montant dépendra de ce que les députés anglais décideront. La bataille a lieu à Londres entre les *hard* et les *soft* Brexiteurs. Au lieu de fonder tête baissée, l'Union européenne doit attendre le résultat de cette discussion houleuse outre-Manche avant de discuter de son budget en connaissance de cause ! Les estimations faites par la Commission européenne et reprises par les services du Parlement négligent ce point central : à moins d'un an du Brexit, personne n'est en mesure de chiffrer son impact budgétaire pour l'Union européenne.

Ce montant ne pourra être correctement évalué que lorsque l'accord du Brexit aura été validé par le Parlement européen et le Conseil, donc pas avant mars 2019. Proposer un cadre budgétaire pluriannuel début mai 2018, comme vient de le faire la Commission, relève d'une stratégie politique et non d'une politique budgétaire. C'est de la manipulation. En effet, du côté des institutions européennes et, en particulier, la Commission, tout est fait pour avancer le chiffre le plus important possible : de l'ordre de 10 milliards d'euros de manque à gagner après le départ du Royaume-Uni, voire 12 et pourquoi pas 15 ! C'est le chiffon rouge qui est agité devant le taureau. Ce n'est pas acceptable et ce n'est pas honnête.

D'autres études récentes, dont celle publiée par Farm Europe (1), estiment que le trou se situera dans une fourchette comprise entre 6,6 et 9,4 milliards d'euros. Cela fait une différence de 2,8 milliards d'euros qui n'est pas négligeable. Elle dépendra en fait de la décision du Royaume-Uni de rester dans l'union douanière ou d'en sortir. Michel Barnier leur a clairement indiqué qu'ils ne pourraient pas avoir le beurre et l'argent du beurre (*you can't have your cake and eat it too*) plus un menu à la carte (*cherry-picking*), entre autres expressions anglaises à la mode par les temps qui courent dans les couloirs de Bruxelles et de Londres.

Le débat au Royaume-Uni est centré sur la question de savoir s'il doit quitter l'union douanière ou non. Cette discussion a lieu en ce moment même et agite le monde politique et médiatique anglais. Quand je dis maintenant, c'est aujourd'hui et dans les

jours à venir. D'un côté, il y a les *hard* Brexiteurs, avec à leur tête Theresa May, la Première ministre, qui se retrouve coincée par la coalition qu'elle a créée avec les extrémistes d'Irlande du Nord. De l'autre, il y a les *soft* Brexiteurs, composés des libéraux, des travaillistes et des députés écossais à Westminster, ainsi que des conservateurs qui, tout à coup, commencent à prendre peur des conséquences d'une séparation brutale. Theresa May saura donc dans les jours qui viennent si sa ligne intransigeante gagnera la partie. Mais rien n'est joué car Theresa May n'est pas aussi influente que l'était Margaret Thatcher. Il apparaît donc comme inconcevable de se prêter à ce jeu d'ombres. Le débat sur le budget pluriannuel doit être reporté après les élections européennes de 2019.

Le Brexit ne doit pas être utilisé pour liquider la PAC et pousser un cran plus loin la renationalisation des soutiens aux paysans. ◀

(1) <http://www.farm-europe.eu/wp-content/uploads/2018/04/Financial-impact-of-Brexit-FINAL.pdf>

Par **JOSÉ BOVÉ**



Eurodéputé, vice-président de la commission de l'Agriculture et du Développement rural au Parlement européen.



ÉCONOMIQUES

Par **ANNE-LAURE DELATTE** CNRS

... Ou pour oublier encore la recherche !

Le projet de budget européen menace la PAC. On négociera sûrement davantage pour les agriculteurs que pour les chercheurs. Et pourtant, l'Europe est très en retard concernant ce puissant levier de développement.

Dans son cours d'économie internationale, Paul Krugman développait un cas très parlant de capture politique par un groupe organisé, les producteurs de sucre américains : à coup de lobbying bien placé, ceux-ci ont bénéficié pendant des années de barrières tarifaires imposées sur leurs concurrents étrangers. Sans ces barrières, le sucre américain aurait été moins cher de 8 cents par livre, ce qui revient à un coût de 5 dollars par an pour le consommateur américain. On estime le bénéfice pour le sec-

teur sucrier américain à 1 milliard de dollars. Ce cas illustre bien le caractère indolore de certaines captures qui peuvent bénéficier largement à peu sans provoquer de remous : 5 dollars par an, personne ne réalisait le cadeau fait aux producteurs de sucre. On peut se demander s'il ne se joue pas quelque chose d'assez similaire avec la politique agricole commune (PAC). Un drame en plusieurs actes a commencé la semaine dernière à Bruxelles et va se jouer jusqu'en 2020. En effet, la Commission européenne a rendu

publique sa proposition de budget pour la période 2021-2027. La balle est à présent dans le camp des Etats membres qui vont négocier un budget commun entre eux sur la base de ces propositions, puis la copie finale devra être approuvée par le Parlement européen. Ce budget commun de l'Union européenne représente 150 milliards par an, soit 286 euros par citoyen. La PAC, elle, coûte 108 euros par citoyen européen. En comparaison, les dépenses publiques en France représentent 20 000 euros par citoyen et 18 250 en Allemagne. Comment le budget européen est-il financé ? A l'origine, en majorité par les droits de douane aux frontières, des ressources propres indépendantes des impôts ; mais très vite, l'essentiel a été financé par les contribuables nationaux. Or, le Brexit rebat les cartes car le Royaume-Uni est un gros contributeur. Quelle solution : couper dans les dépenses ? Mais lesquelles ? Augmenter les ressources ? Mais comment ?

Voici donc l'intrigue. L'acte I a démarré la semaine dernière quand Günther H. Oettinger, le commissaire européen au Budget, a fait les propositions suivantes : couper environ 5 % dans les deux principales dépenses, à savoir la politique agricole commune et la politique de cohésion, qui représentent aujourd'hui presque les trois quarts du budget ; en outre, il propose d'augmenter les contribu-

tions des Etats membres et développer des ressources propres nouvelle génération : une taxe sur le plastique, une taxe carbone et un mécanisme d'assiette commune des impôts sur les sociétés. L'acte II va se jouer dans les pays membres qui vont négocier. Il y a fort à parier que la négociation française portera beaucoup sur la PAC. Certes, les dépenses qui lui sont dédiées ont chuté : elles occupaient 55 % du budget à la fin des années 80, 40 % aujourd'hui. Certes, nous sommes les premiers bénéficiaires en montants absolus. Mais nous sommes aussi de très gros contributeurs net au budget commun : l'Union européenne dépense en moyenne 200 euros par an pour le citoyen français mais celui-ci contribue à hauteur de 300 euros sur ses impôts. Ceci est vrai pour toutes les dépenses, y compris la PAC : nous donnons plus que nous ne recevons. Autrement dit, les revenus dont bénéficient les agriculteurs français via la PAC sont financés par les contribuables français eux-mêmes, pas par le reste de l'Europe – contrairement à la Pologne ou à l'Espagne (1). Ensuite, qu'est-ce qui remplace la PAC puisque les fonds de cohésion visant à réduire les disparités entre régions vont aussi être réduits ? L'accent est mis sur les autres programmes, dont un triplement des dépenses affectées aux politiques d'accueil des migrants, et à la gestion des frontiè-

res ; un doublement du programme d'échange universitaire Erasmus. Si on me demandait mon avis, je dirais qu'il n'y a pas assez d'effort sur la recherche et développement, sujet sur lequel l'Union européenne est dramatiquement en retard : nous consacrons à l'innovation presque deux fois moins que les Américains et plus de deux fois moins que les Japonais. Ce manque de moyens pèse sur notre capacité à générer de la croissance et des emplois. Malheureusement, je crains que cela ne soit jamais évoqué. Les faibles montants en jeu par rapport au budget national, combinés au sentiment de culpabilité nourri par nos racines paysannes, nous rendent vulnérables à des mécanismes de capture, comme dans l'exemple du secteur du sucre américain. En France, les principaux bénéficiaires de la PAC sont aussi le secteur du sucre, et en plus, la volaille et le vignoble (2). C'est normal, en France, on apprend à boire et à manger de tout, un peu... ▶

(1) «Possible Impact of Brexit on the EU Budget and, in Particular, CAP Funding», de Jörg Haas et Eulalia Rubio de l'Institut Jacques Delors, pour le Parlement européen.

(2) Les bénéficiaires des aides de la PAC. Site du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. <http://agriculture.gouv.fr/les-beneficiaires-des-aides-de-la-pac-0>

Cette chronique est assurée en alternance par Pierre-Yves Geoffard, Anne-Laure Delatte, Bruno Amable et Ioana Marinescu.



RÉ/JOISSANCES

Par
LUC LE VAILLANT

Meghan et son mariage arrangeant

Elucubrations sur l'union des contraires entre Harry et Meghan qui met au goût du jour une royauté anglaise banalisée et sentimentalise.

On ne va pas reprocher à la royale famille anglaise de se mettre à l'heure de l'exogamie en acceptant l'entrée en ses palais de Meghan Markle, métisse divorcée de 36 ans, Américaine au passé d'actrice de seconde zone, pas trop farouche mais pas porno girl pour autant. La perpétuation de l'espèce monarchique vaut bien une messe dite en l'honneur d'un apport génétique revigorant et d'un différentiel culturel émoustillant.

On va par contre s'interroger sur cet emballement pour les épousailles des Windsor qui semble saisir par les oreilles ces petits lapins bleu-blanc-rouge qui n'ont pourtant rien de perdreaux de l'année dans leur rapport avec leur République sortie de son terrier par les prestidigitateurs jacobins. Longtemps guillotineuse de queens et moqueuse de rites ringards, cette foule française est devenue très compréhensive depuis les évolutions d'une saga hyper-tradi en roucoulade tolérante à l'open mind très open space. S'y ajoute sans doute le fait qu'Elizabeth ait appris de ses erreurs qui l'avaient vue cracher sa bile sur la dépouille de Diana. A 92 ans, elle démontre qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire et s'avère désormais capable d'adouber sans broncher les choix roturiers de celui de ses petits-fils qui ne sera jamais appelé à régner. Il faut encore prendre en compte la vague culpabilité parisienne d'avoir hébergé en ses palaces les liaisons de Diana avec un fils d'épicier de luxe et surtout d'avoir laissé les paparazzi sonner la diane jusque dans le tunnel de l'Alma, éblouissant à coup de flashes éborgneurs la mère de deux adolescents d'outre-Manche, réduits à suivre le cercueil d'une femme de 36 ans, récemment échappée à ses timidités.

Langueur politique. Au-delà de la ferveur nuptiale qui a toujours fait vibrer les populations midinettes à la saison des unions, la compréhension actuelle pour les amours principières tient également d'une certaine langueur politique. Depuis un bon moment, la royauté anglaise est très démocratique quand la monarchie républicaine française vient d'élire un roitelet mignonnet qui tient à mettre à flot ses rêves de grandeur anachronique. A mesure qu'a séché le sang du cou coupé et que l'on ne naît plus autocrate de père en fils, les symboles se sont mis à grenouiller dans le formol. Les

querelles idéologiques autour du système le plus progressiste ne sont plus de saison depuis que les démocraties prouvent que l'incarnation autoritaire n'a besoin ni de sceptre ni de sceau. Jauni et fatigué, le républicanisme sépia ne peut plus grand-chose contre la dilution du pouvoir populaire dans le melting-pot libéral européen, comme dans l'économisme des riches à flat et exit taxes. Les bras de fer avec la perfide Albion ne sont plus de saison. Avec l'Anglais, la guerre devient datée. Ça fait cent ans, pas moins, que tout va bien. Trafalgar est mis au placard. Et ce d'autant plus depuis que le Brexit pourrait permettre à Paris d'attirer sièges sociaux et autres navires amiraux des bestiaux intercontinentaux.

Voilà pourquoi Harry est devenu un cousin taquin auquel on pardonne allégrement ses déguisements nazis d'étudiant gnanngnan, comme on

tresserait bien sa barbe fleurie au lieu de lui chercher les poux dans la tonsure qui viendra assez tôt, car c'est ainsi dans la famille de Di.

Promesse scénaristique. Il faut dire que pour les téléphages gavés de séries à réalité augmentée et dévoreurs de romances pimentées à l'eau de «rosse» que nous sommes devenus de part et d'autre du Channel, le couple Harry-Meghan est une mine d'or. La famille de la pièce rapportée devrait bientôt exiger un retour en avant-scène pour prix de son silence. Son demi-frère décrit la comédienne comme une «ambitieuse» aux dents qui rayent le parquet, une arnaqueuse «superficielle et vaniteuse» qui oublie ses proches quand elle escalade l'échelle sociale. Eclairagiste déchu de Hollywood, obligé d'externaliser sa débîne au Mexique, le père énamouré de sa petite dernière, qu'il conduira à l'autel, aurait été laissé

dans la dèche par sa progéniture tôt émancipée et âpre au gain. Côté maternel, on est prof de yoga mais aussi *mamma* qui pourrait faire valoir que sa «Black Live» ne compte pas pour rien, et que l'Angleterre a participé au commerce triangulaire et a fourni son lot d'esclaves. Il est également prévisible que Harry, pilote d'hélicoptère qui fit campagne en Afghanistan, retrouve les terrains d'opération avec les développements militaro-scénaristiques qui en découlent : raid sanglant, otage rançonné, idylle avec une Mata Hari en burqa et autres joyusetés. Et ne jamais oublier un possible quadrille avec le couple du frerot. Fatiguée du caritatif à la Diana, Meghan abandonnerait le rouquin pour choper le blondin et le pouvoir ultime. Et Harry deviendrait le précepteur noceur de la triplète des héritiers de William, tous quatre le devançant dans l'ordre de préséance. ◆

L'ŒIL DE WILLEM





Sofiane à Stains, dans le quartier de son enfance, en février 2017. PHOTO BORIS ALLIN. HANS LUCAS

SOFIANE RAP PATRON

CULTURE

Entre passion pour le genre et sens aigu du marketing, le prolifique chanteur et producteur est fier du succès d'«Affranchis», son dernier album, à nouveau disque de platine.

Par
RAMSÈS KEFI

Au début des années 2000, Sofiane Zermani s'est retrouvé seul aux Mureaux, en pleine nuit. Dans ce coin de la ville, il y a des bâtiments blancs et un hosto face à un bois, où des marçassins pointent parfois leur groin à la fenêtre des patients. Une radio pas très loin lui avait proposé de venir poser quelques couplets, un 1^{er} janvier. La séquence a terminé trop tard pour qu'il puisse choper le dernier train. Il était à l'opposé de sa Seine-Saint-Denis, coincé dans les Yvelines, mais pas peu fier de son coup, quand bien même celui-ci fut confidentiel. Chaque auditeur, initié ou non, peut bien lui reprocher mille choses, sur le fond, la forme et le reste : néanmoins, le nouveau visage triomphant du rap français parle de son métier avec une passion rare. Parfois, il se lève, comme ça, pour mimer des scènes ou illustrer une rime. Dans le regard, la gestuelle, la pose, c'est presque chamanique. *Affranchis*, son dernier album sorti en janvier, est disque de platine – le troisième en un an – depuis près de deux semaines. Moins abrupt que les deux précédents (odes aux piliers de halls), plus simple à transposer en clips grand public (le titre *Lundi* pourrait être joué dans un cabinet de développement personnel). Au vrai, personne ne l'attendait à ce niveau. Dans un récent refrain, il fait tenir sa carrière dans une image footballistique : «*Quatre-vingt-dix minutes sur le banc, 300 000 albums dans les arrêts de jeu.*»

En février, on a rencontré Sofiane, 31 ans, dans un tout petit coin de studio, derrière les Champs-Élysées, à Paris. Il a commencé comme ça : «*Je vends des centaines de milliers de disques et on voudrait que je développe simplement sur "l'autoroute"* [on y revient, ndlr]. *J'assume, mais cette histoire est passée. Viens, on parle de tout le reste.*»

ADROIT ET SURVOLTÉ

En 2014, Orange lance une nouvelle offre low-cost avec le slogan «*Je suis passé chez Sosh*». Le rappeur le détourne deux ans plus tard en «*Je suis passé chez So*», qui devient l'intitulé d'une série sur YouTube. A longueur de clips, il chante les pans les plus marginaux des quartiers populaires – trafics, bagarres de territoire, fusillades, prison – au point de faire passer un reportage de *Zone interdite* en ban-

lieue pour un épisode de *Tom Sawyer*. Les vidéos coûtent 500 euros en moyenne : aucun effet spécial, des refrains nerveux, des références aux années 90, des collaborations avec des artistes à peine adultes («*Je devais me remettre à niveau*») et des clics par millions.

Jusqu'à-là, «So» était dans un sas, avec une tripotée d'autres : un professionnel adroit, déjà survolté et tourné vers le même créneau (rap français dur, peu porté sur l'Auto-Tune, les anglicismes ou les filles dénudées), mais dont l'expertise ne franchit pas les frontières du pays des connaisseurs. D'ordinaire, les chances d'en sortir sont infimes. Ce couloir bouché, éclairé par une minuscule ampoule, est la voie classique pour acquérir ses galons de rappeur maudit. Le natif de Saint-Denis est un authentique cas pratique, qui renvoie autant aux fantasmes qu'à la réussite. D'un côté, le rappeur représente l'archétype de la brute épaisse, argotique, capable de bloquer une autoroute pour les besoins d'un clip, le temps d'installer une table et de descendre un café chaud. Jugé en février, ce délit à 33 millions de vues lui vaudra quatre mois de prison avec sursis et une colossale tournée médiatique. De l'autre, il possède l'habileté d'un député ministériel pour jouer avec le stigmatisme et le détourner à l'envi.

MÉCHANT TAQUET

Il y a un peu moins d'une dizaine d'années, Sofiane (dit «So», «Fianso» ou encore «Fiansoman») raconte qu'il couchait sur une feuille de papier les noms de grands patrons de l'industrie musicale. Il s'y voit déjà, alors il se rancarde en amont sur le pedigree des boss. «*Avec le recul, ce n'est pas tant les rappeurs à succès qui m'impressionnent, mais ceux qui les ont faits.*» En parallèle, il échafaude des plans

du même acabit pour se rapprocher des artistes avec lesquels il se voit faire un bout de chemin. Repère des lieux, des moments, des personnes susceptibles de faciliter la mise en contact. Fascinant de bout en bout – il en parle comme un commissaire à la poursuite d'un corbeau. «*Il fallait que d'une manière ou d'une autre, cet artiste entende parler de moi tout le temps, jusqu'à se sentir encerclé. Avec l'entourage de Rohff [l'un des grands noms du milieu], je me suis fait passer pour un professionnel – c'était faux, évidemment – qui cherchait à caser des productions musicales. Au milieu de cinq d'entre elles, j'ai glissé l'un de mes titres. Peu de temps après, je sors un clip où, par des contacts, je réussis à faire venir des visages très connus de Vitry-sur-Seine, sa ville. Je voulais qu'il se demande : "Mais comment il a fait ? Qui est-ce gars ?" A la fin, je savais qu'il m'appellerait. Et il l'a fait.*»

Sofiane grandit à Stains, avant de déménager à quelques kilomètres de là, au Blanc-Mesnil. Une mère anciennement secrétaire et un père qui a longtemps travaillé sur les marchés. Une épouse et deux enfants, avec lesquels il vit dans un pavillon à Aulnay-sous-Bois. Et la musique. «*Le rap a bouleversé mes ressentis quand j'étais seul avec mon MP3, bourré, en train de penser à toutes mes conneries sur un quai de RER. Des artistes ont mis des mots sur des choses que l'on n'abordait jamais entre nous. La peur, par exemple, qu'on n'exprimait jamais dans la cité. Le titre de Kery James*



A la Cigale, en novembre. PHOTO BORIS ALLIN. HANS LUCAS

Si c'était à refaire [paru en 2001] *m'a fait pleurer tous les regrets de ma vie.*»

En 2013, il sort une chanson-fleuve intitulée *Lettre à un jeune rappeur* sur fond de violons. Sept minutes où tout y passe sur son métier et son milieu, comme s'il avait enregistré un rancard chez le médecin du travail. La Fouine, gros bras de l'époque, prend un méchant taquet. Sofiane raconte que le rappeur longiligne, à la tête d'un label, lui avait proposé un contrat. L'affaire a finalement capoté. «*Pendant plusieurs mois, je n'ai aucune nouvelle et dans le même temps, je refuse toutes les autres propositions. A la fin, il n'y a plus rien.*» C'est

l'entrée de plain-pied dans le sas où l'ego bouffe tout. «*Tu regardes le clip d'un gars que tu con-*

nais bien. Son titre fait un million de vues. Et là, tu te demandes pourquoi pas toi ? J'ai longtemps été un petit con, un vilain petit canard qui se croyait meilleur que les autres.» Avec le recul, pourquoi faisaient-ils un million de vues, et pas lui ? «*Je faisais du rap non pas pour les auditeurs mais pour impressionner mes confrères, avec des thématiques qui tournent simplement autour de notre microcosme. Qui ça intéresse vraiment au fond ?*» Au milieu de l'entretien, «So» a dit «pardon» pour décrocher. Au téléphone, son épouse lui signale qu'*Affranchis*, quelques jours après sa sortie, est déjà disque d'or. Il jubile mais pas trop, se met debout, ouvre grand la porte et reçoit l'accolade de camarades, qui mettent illico la séquence sur les réseaux. En revenant s'asseoir, il est déjà ailleurs : «*Tout ce que j'ai fait jusque-là, c'est pour impressionner mon père. A l'école, je n'étais pas bon. Alors je compensais par des victoires en sport. Boxe, musculation... Les trophées, c'était pour lui. Ça n'a pas toujours été facile entre nous. Mais je suis persuadé que s'il ne m'est rien arrivé dans la vie, malgré toutes mes conneries, c'est parce que Dieu ne voulait pas lui faire de mal.*»

L'année dernière, en juin, son paternel s'est retrouvé dans l'émission *Sept à huit* que lui consacrait TF1. Le moment où la presse généraliste est emmerdée : la brute, qui met en musique tous les codes de bandits, a ses bons côtés. Celle-ci œuvre dans l'humanitaire en Seine-Saint-Denis, s'intéresse au sort des or-

phelins en Algérie (son père le fut très tôt là-bas) et fait, en février 2017, tampon entre policiers et jeunes à l'issue d'une manifestation à Bobigny après l'affaire Théo L., du nom d'un habitant d'Aulnay-sous-Bois gravement blessé après un contrôle des forces de l'ordre. A l'écran, on voit un artiste à l'aise au possible. Là où ses confrères se sont ratés sur le service public par conviction d'être illégitimes, lui pourrait carrément présenter l'émission si on le lui proposait.

TALENTS ÉMERGENTS

Au-delà de la tournée médiatique, comment gère-t-on trois disques en un an en termes d'écriture ? «*Il y a toujours les titres qui viennent avec l'inspiration. Tu es là et tu sens qu'il y a quelque chose qui se passe dans ton cerveau. Il faut noter les rimes très vite : c'est une forme de respect, car si tu ne le fais pas, crois-moi, elles ne reviendront pas quand tu les chercheras. Mais je sais écrire de façon mécanique quand il le faut, c'est mon boulot.*» Parmi des titres écrits mécaniquement, certains ont-ils fonctionné ? «*Oui, à ma grande surprise. Toka, par exemple. Le refrain est "Toka, ish ish". Si tu m'avais dit il y a quelques années que je ferais un tube avec ça... Est-ce que les gens entrent aussi facilement dans de longs titres sans refrain, qui restent mon domaine de prédilection ? Je ne pense pas.*» «*Je suis passé chez So*» a été une sorte de laboratoire pour expérimenter des choses et gagner la confiance des auditeurs. *Je peux désormais leur montrer que je sais me positionner sur d'autres registres, comme dans le titre Lundi.*» *Affranchis Music*, le label qu'il a fondé, fait partie de la galaxie du géant Universal. Sofiane écrit pour d'autres, cornaque et produit désormais de jeunes artistes. En 2017, il a lancé «le Cercle» sur YouTube. Des valeurs sûres, des talents émergents sur le Web et des trombines inconnues en freestyle dans un décor à mi-chemin entre tripot clandestin et garage de maison de campagne. Bingo : la série pèse des millions de vues, avec Sofiane dans un rôle de Jacques Martin. Il présente tout le monde, distribue chaudes poignées de main et bénédictions. Soit le privilège du pouvoir. ♦

CULTURE/

MUSIQUES



Sur *Athamor*, la pianiste est accompagnée par le Czech National Symphony Orchestra dirigé par Julien Masmondet. C. LEDROIT-PERRIN

Béatrice Berrut, du Liszt pas lisse

La pianiste suisse sort «Athamor», un second album dédié au compositeur. Des pages orchestrales virevoltantes qu'elle aborde avec une fougue maîtrisée.

Elle remet le couvert. Béatrice Berrut a beau avoir connu sa première extase musicale en écoutant le *Concerto pour piano n°2* de Brahms, le grand homme de sa vie reste Franz Liszt. Alors elle y revient. Et aujourd'hui, un an après la sortie de son album *Metanoia* – voyage dans quelques œuvres pour piano du prodige hongrois –, paraît *Athamor*, où elle s'est cette fois tournée vers les pages orchestrales, plutôt rares, du compositeur-abbé, accompagnée par le Czech National Symphony Orchestra dirigé par Julien Masmondet. Autant

dire que son grand homme lui va comme un gant. Formée à Berlin par des professeurs issus de la lignée pédagogique de Heinrich Neuhaus (tenant de l'école russe qui forma Sviatoslav Richter, Emil Gilels ou encore Brigitte Engerer), la pianiste suisse trentenaire traverse cet album avec l'assurance que confère la certitude de la victoire, le muscle alerte et le poumon aéré, comme elle randonnerait sur un coteau du Valais. Sa fascination pour le compositeur tire d'ailleurs sa source de ce canton dont elle est originaire. «*La figure de Liszt est importante pour moi dès le départ. Il est passé dans ma région, où il a écrit la Vallée d'Obermann, explique-t-elle au téléphone. Sa musique faite d'extrêmes, de contrastes, avec une profonde sincérité, est ma langue maternelle depuis toujours.*»

Révolution. Quels sont donc ces contrastes lisztien ? A un bout du clavier, le caractère poignant de

thèmes lents aussi lumineux que spleenétiques. A l'autre, la furia des grands dévallements techniques, cavalcades à jouer façon chute de pierres, ce que Béatrice Berrut réussit parfaitement dans une *Totentanz* aussi inquiétante que rigolarde. Et, au centre des attentions de ce CD, l'*Athamor*. Quésako ? Rien moins que le fourneau des alchimistes.

«*Je ne voulais pas mettre la Totentanz et les deux concertos sur le même album pour des raisons superficielles, par exemple le fait qu'elles soient toutes trois pour grand orchestre. Elles ont d'autres similarités : il s'est produit une interminable gestation pour que Liszt ose publier ces pièces. Cette maturation, dans les arcanes de son labo de composition, m'a fait penser aux alchimistes et à leur recherche sans fin, leur quête de perfection quasi clandestine*», décortique-t-elle d'une voix douce, plutôt double piano que triple forte. «*Liszt était un virtuose*

adulé mais n'était pas reconnu comme compositeur. Vers 1850, il avait peu de crédit, défendait Berlioz ou Wagner qui n'avaient pas la cote.» Ce que Berrut entend dans ces trois pièces, avec «*une orchestration particulière, du triangle, tout un bazar qui n'avait pas sa place dans les concertos romantiques de l'époque*», est «*un travail dans l'obscurité et dans le secret, en sachant qu'au bout se profilait une révolution musicale*». De fait, Liszt a dynamité son instrument, qu'il savait transformer en orchestre, mais s'est aussi révélé détourné de formes et éclairé harmonique, lui qui fut avec sa *Lugubre Gondole* un précurseur de l'atonalité. Sans lui, le travail de Wagner (et la vie, puisque le compositeur de *Tristan* avait épousé la fille de Liszt) aurait été autre, puis Mahler à son tour, etc. Béatrice Berrut aussi passe par de forts contrastes. La musicienne qui pour jouer doit avoir des frissons («*si je ne les ressens pas, je ne peux*

pas les transmettre») dévoile des coulisses turbulentes. Sa peur des vols en avion l'a poussée à s'intéresser à l'aérodynamique. Et à en être à ce point passionnée qu'elle a hésité à devenir pilote de ligne. Elle a longtemps volé en amateur, notamment dans «*un Robin HR 20 avec moteur modifié à 160 CV pour pouvoir décoller d'une piste en herbe de 600 mètres*». Elle partageait ce hobby avec le violoniste belge Lorenzo Gatto, son partenaire au sein du défunt trio Saint-Exupéry, que complétait la violoncelliste française Camille Thomas. Mais, aujourd'hui, la pianiste ne vole plus. Un sale accident de ski dont elle a été victime l'an dernier – sans gravité pour ses mains et bras mais qui la fait aujourd'hui sonner aux portiques de sécurité – l'a incitée à se refréner. Tout comme la vision d'un accident l'a poussée jadis à ne plus faire de moto.

Whisky. «*On ne sait pas combien de temps la vie dure. Pour les choses capitales, je n'ai pas envie d'attendre davantage*», a-t-elle décidé. Les choses capitales, nous le savons, c'est le *Concerto pour piano n°2* de Brahms le rigoriste, auquel elle s'est attelée, mais aussi... Liszt le rebelle. Béatrice Berrut compte bien s'emparer de sa *Sonate en si mineur*, golgotha de la littérature pianistique, «*œuvre existentielle qui nous fait passer par tous les états. On en sort vermoulu rien qu'à l'écouter. Pour l'instant, elle est sur mon piano, je la regarde d'un œil gourmand. J'en picore quelques pages*».

Avant de penser à un éventuel troisième album Liszt, la pianiste se frotte d'abord à Ravel et son *Concerto en sol*, qu'elle donnera en concert à la fin du mois en Suisse et en Allemagne. Elle réfléchit aussi aux transcriptions de Mahler, qu'elle bricole pour le piano. Et, un verre de whisky à la main, quittant le grenier où se trouve son Bösendorfer, il lui arrive de rêver sur du Stevie Ray Vaughan, le gratteux texan monté sur Fender, mort dans un accident d'hélico. Car, comme dans les chevauchées d'octaves où l'on pense la phrase finie alors qu'il lui reste encore un ou deux paliers à franchir, Béatrice Berrut, en sus d'être pianiste et pilote, est aussi une amatrice inconditionnelle de single malt. La future «*whisky expert*» suit des cours à l'University of the Highlands and Islands, à Elgin, en Ecosse. Et ne désespère pas, via un alambic local, de confectionner un jour son propre nectar.

GUILLAUME TION

BÉATRICE BERRUT
ATHAMOR (Aparté).



Une partie de la section cuivres d'Orquesta Akokán.
ADRIEN H. TILLMANN

Orquesta Akokán, le mambo autrement beau

Le producteur new-yorkais Jacob Plasse a réuni à La Havane un prestigieux combo pour revisiter l'âge d'or de ce rythme entêtant.

Des saxophones s'élancent, des trompettes en cadence, des percussions entrent dans la danse, et puis une voix exubérante escalade les gam-

mes, et bientôt un piano martèle une phrase obsédante... Pas de doute, lustre épataant et mélodie entêtante, *La Cosa* a tout du tube qui pourrait vous retourner durant tout l'été.

Quatre minutes, pas une seconde de plus, pas un instant de répit pour les pieds. Fondé sur un classique de motif rythmique afro-cubain (la cascara), ce titre est emblématique de la démarche d'Orquesta Akokán, un groupe dans la grande tradition du mambo, sans pour autant sonner comme une

copie conforme des maîtres du genre, dont l'insurmontable Benny Moré. C'est d'ailleurs en découvrant des faces moins parcourues du maestro répondant au doux surnom de «Barbare du rythme», mais aussi de Perez Prado, le roi du mambo (rien que ça), que le producteur-musicien new-yorkais Jacob Plasse a imaginé monter un orchestre susceptible de creuser ce sillon, un âge d'or où la luxuriance harmonique des big bands de jazz combinée à l'effervescence des rythmes afro-cubains offrait

un écrin sans pareil à l'éclat des voix. Voilà pourquoi le chanteur José «Pepito» Gomez, un proche de Plasse depuis leur rencontre au sein de Los Hacheros, sera vite associé à cette histoire, afin de poser les bases d'un répertoire. «Il s'agissait d'un processus très organique, comme si nous découvriions un nouveau territoire.»

Pour les aider, l'arrangeur pianiste Mike Eckroth affûte sa plume, ajuste les attaques. Très vite, ils enregistrent quelques maquettes à New York, mais il manquait «la magie qu'appelle cette musique». Trois fois rien, juste un grain de douce folie qui permet de basculer du bon côté de la piste de transe. Ce petit plus qui fait toute la différence, du style au-delà des bonnes idées, ils vont le trouver à Cuba, la matrice. Là, César López, le saxophoniste d'Irakere, se charge de jouer les entremetteurs pour monter le combo ad hoc, des cadors dont le pianiste César «Pupy» Pedroso, un vétéran

qui fut à la fondation des redoutables Los Van Van. Pour parfaire le tout, Jacob Plasse décidera d'enregistrer les sessions aux studios Areito. Quiconque connaît cette adresse du centre de La Havane sait que ces murs délavés en ont entendu de bonnes. «Un choix essentiel», pour la chaleur acoustique accumulée depuis tant d'années mais aussi pour les interactions naturelles que permet la vaste salle tout de bois, logée au premier étage. «Sans oublier les vibrations des fantômes qui habitent encore les lieux.» Le disque est simplement titré du nom du groupe, Akokán, soit à «cœur ouvert» en yoruba, la langue bénino-nigériane pratiquée lors des rituels de la santeria. La synchrétique mystique est invoquée plus d'une fois, en paroles comme en musique,

sur cette thématique 100 % originale. Somme toute, neuf titres, moins de quarante minutes, qui, sous le vernis de l'hommage aux grands pairs du mambo, ne manquent pas de convoquer d'autres styles, comme la salsa dura ou même la rumba (*la Corbata Barata*). Voire la figure d'Arsenio Rodriguez, dans de subtils motifs tissés par les cordes du tres, guitare dont joue Plasse himself. Autant d'arguments qui ont su séduire Daptone, label phare de la soul vintage, à défaut de convaincre les festivals d'été. Pour les voir sur scène en Europe, il faudra patienter encore un semestre... On trépigne.

JACQUES DENIS

ORQUESTA AKOKÁN
ORQUESTA AKOKÁN
(Daptone/Differ-Ant).

Léo Ferré et Yves Simon, rebelles à la mode

Une nouvelle génération pop française mue les œuvres des deux chanteurs en doudous nostalgiques sur une paire de compilations.

Invitée à se servir dans l'héritage de Léo Ferré et d'Yves Simon, la jeune garde française laisse dans son linéaire *Avec le temps* et fait sa rébellion au rayon vintage à la faveur de titres moins attendus, en marge des compilations opportunistes de reprises de Goldman, Claude François, France Gall ou Alain Souchon, piteuses (mais rentables) tentatives conciliatrices de générations qui jouent des coudes avec le rap dans les charts. *C'est extra*, hommage assemblé par la structure La Souterraine, et *Génération(s) éperdue(s)*, reprises d'Yves Simon orchestrées par le label Because, réquisitionnent une génération sommée continuellement d'exécuter sa révérence aux pères. Yves Simon, voix prolifique des septuagies de 74 ans, a convoqué lui-même un casting qui résume le renouvellement chansonnier et franco-philie: Juliette Armanet, Roméo Elvis, Moodoïd, Soko, Flavien Berger ou

Woodkid et Louis Garrel dans un duo où ce dernier se détourne de la solution du parlé-chanté pour s'oser croquer un peu lugubre sur *L'Aérogramme de Los Angeles*. Yves Simon dit de ces titres qu'ils sont «incrustés dans la mémoire collective», mais nous savons que pour les plus jeunes, ils ne constituent au mieux que des poussières de gomme. Christine and The Queens lui avait envoyé sans invitation sa version d'*Amazoniaque* (1983), dont la sensualité originelle devient, par son approche glacée, plus proche de l'évocation d'une nuit en errance sur Amazon. Elle devrait être le clou du générique, mais c'est une autre Clou qui y tire son épingle, dans une reprise des *Gauloises bleues*, sans ajout artificiel de fantaisies synthétiques. Les maximalistes Bon Voyage Organisation avalent avec délices *Amnésie sur le lac de Constance*, fable technologique dont ils font une bouture pour jungle festive et chaotique. *Paris 75*, repris par Lescop et Forever Pavot, se prête au jeu de déconstruction et de ponts, tant cette promenade à Saint-Germain, qui évoque les bavures policières et «*Paris le fric*», crée un point de jonction avec Léo Ferré.

La compilation *C'est extra* (titre absent du tribute) repose d'ailleurs sur

un orchestre dont Emile Sornin, de Forever Pavot, fait partie avec Benjamin Glibert et Julien Gasc d'Aquaserge. Mathieu Ferré, fils de Léo, et Fabien Bonnin, pour les Nouvelles Editions Méridian, sont venus chercher La Souterraine en éclairceuse de catacombes pour déterrer les titres oubliés du Monégasque. Lui qui fut l'un des rares à chanter le combat de Mai 68 «*continue d'insuffler aux inactuels de notre temps des désirs féroces*», avance le collectif. *Thank You Satan*, repris par Marietta et Julien Gasc, devient un bain de voix intervertibles qui disent un monde dissonnant où hisser la poésie d'un anar à peine anachronique, aussi mémorable que l'appropriation postillonnante d'un passage du moscovite *Opéra du pauvre* par Gontard. Si chez Ferré, certains s'accrochent à un engagement perdu, sur *Génération(s) éperdue(s)*, la mise en parenthèse du S est bien celle d'une génération désapparentée qui lutte contre son effacement.

CHARLINE LECARPENTIER

C'EST EXTRA 13 reprises de Léo Ferré (*La Souterraine*).
GÉNÉRATION(S) ÉPERDUE(S) 18 reprises d'Yves Simon (*Because*).

JUILLET 2018

FESTIVAL de CARCASSONNE

ANGUS & JULIA STONE
+ CAMILLE • JULIEN DORÉ
alt-J • SIMPLE MINDS
AMADOU & MARIAM
+ YOUSOU N'DOUR • JAIN
ROBERT PLANT
& THE SENSATIONAL SPACE SHIFTERS
a-ha • BETH DITTO
CARMINA BURANA ...

www.festivaldecarcassonne.fr

RÉSEAUX : FRANCE BILLET - TICKETMASTER - DIGITICK - BOX OFFICE

VILLE DE CARCASSONNE

LE FIGARO | l'express | rockfolk | TFI | RTL

Jusqu'au 1^{er} juin, *Libération* donne quotidiennement carte blanche à des écrivains pour évoquer les événements, les souvenirs, l'héritage ou l'imaginaire de chacun des jours de Mai.



Le 8 mai vu par Frédéric Beigbeder

JOURS TRANQUILLES

À NEUILLY



Le Quartier latin est loin du Jardin d'acclimation, où le petit Frédéric, 2 ans et demi, tourne sur des chevaux de bois.



Publicitaire, chroniqueur, réalisateur, people et écrivain : Frédéric Beigbeder, 53 ans, a tout fait.

Dernier ouvrage paru : **UNE VIE SANS FIN** Grasset. 2018.

Un jardinier en salopette taille les haies de lauriers avec un sécateur rouge. Le 8 mai 1968, j'ai 2 ans et demi ; j'habite une maison avec parc dans un quartier résidentiel bourgeois de la banlieue ouest de Paris. Je pédale sur un tricycle rouge autour d'un chêne centenaire. J'apprends les règles du croquet : à l'aide d'un maillet, il faut faire passer une boule en bois à travers des arceaux, mais mon frère semble plus enclin à viser mes tibias. Ma nurse allemande se prénomme Ann-Gret ; après une adolescence militante dans les Jeunesses hitlériennes, suivie d'une grosse déception militaire, elle s'est réfugiée chez nous avec son loden vert et son chignon gris. Elle promène Charles et moi autour de la mare Saint-James. Nous jetons du pain de mie aux canards pour qu'ils sortent de l'eau.

Les marronniers de l'avenue de Madrid sont en fleurs. La brise emporte les pétales blancs dans les airs, comme s'il neigeait au printemps. Les rues et les jardins de Neuilly-sur-Seine sont blanchis par le pollen qui colle à la rosée ; certains résidents âgés sont pris de quintes de toux. Un policier en képi siffle quand des garçons en culotte courte jouent au football sur la pelouse interdite. Ce sera la seule infraction notable de la journée. Un homme portant un chapeau blanc pêche dans le lac ; je n'avais jamais imaginé qu'il puisse nager des poissons dans cette eau croupie.

Je m'allonge sur le gazon pour regarder le soleil à travers les feuilles des arbres. Les rayons s'infiltrent entre les branches remuées par le vent. Quelques nuages cotonneux glissent dans le ciel comme les cygnes sur le lac. La surface de l'eau brille tellement qu'elle pique mes yeux. Sous mes paupières, la lumière forme des arabesques orange et turquoise. Je joue à m'éblouir pour profiter ensuite de ce feu d'artifice imprimé sur mes rétines ; en appuyant mes poings sur mes yeux fermés, je transforme les phosphènes en losanges psychédéliques qui

me tournent la tête. Je n'entends que le chant des oiseaux, les rires d'enfants et les cris des nounous qui appellent des prénoms en anglais, allemand et espagnol. Ce matin, mon père a mis une cravate pour aller travailler dans son bureau aux Champs-Élysées ; ma mère nous attend à la maison en jupe écossaise. Je croque un morceau de pomme, je souffle sur un pissenlit pour envoyer ses pistils dans les airs, comme la figurine dessinée sur le dictionnaire Larousse, qui «sème à tout vent».

Au Jardin d'acclimation, nous montons sur un manège et nous tournons sur des chevaux de bois. Les platanes et les pins deviennent mobiles. Les barques sur le lac, les voitures décapotables et Ann-Gret disparaissent de mon champ de vision, puis reviennent, puis disparaissent, et réapparaissent. Je tourne dans l'odeur de gazon coupé. Devant moi, Charles sur son cheval blanc est le seul point fixe ; le reste du monde défile à toute vitesse sur fond d'orgue de Barbarie, les troncs d'arbre dansent, un vendeur de glaces arrive et repart, des massifs de roses jaillissent avant de s'évanouir. Lorsque le manège s'arrête, je ré-

clame de l'eau. Ann-Gret me tend mon biberon. Une guêpe vrombit près de mon oreille. Je cours pour lui échapper. Pris de frayeur, Charles recule de trois pas et se cogne la tête contre le grillage des autos-tamponneuses. Ann-Gret le gronde alors qu'elle devrait souffler sur sa bosse. Charles pleure ; nous rentrons à la maison qui se situe à cent mètres. De ma poussette, je vois la cime des marronniers qui forme un toit : les feuilles vertes sont des pointillés abstraits qui clignotent dans la blancheur. Le ciel est traversé de tourterelles qui fuient – on les comprend – le tir aux pigeons. Les roues à rayons du landau émettent un cliquetis rassurant sur le trottoir de la rue de la Ferme. Le bois de Boulogne est une forêt magique parsemée de grottes, de châteaux, de chevaux, de jardins multicolores, de montagnes russes, de grandes cascades et de bosquets remplis de statues, arrosés par des jets d'eau.

Notre maison est protégée par une grille surmontée de pointes vertes. A la télévision, les actualités en noir et blanc annoncent l'intronisation de monseigneur Marty, nouvel archevêque de Paris, portant la mitre



Le 10 mai 1968, rue de la Santé à Paris (photo tirée du catalogue de la vente organisée le 15 mai par Christophe Goeury avec l'étude Millon à Drouot, *Claude Dityvon, la poésie du regard*). Nous publierons chaque jour de mai une photographie de Claude Dityvon, autodidacte, mandaté par aucun journal, qui a suivi les événements de Mai 68 au jour le jour. Loin du photoreportage, ses images sont plutôt des «impressions» : des atmosphères de chaos ou de grande sérénité, des univers poétiques... Lauréat du prix Niépce en 1970, il fonde en 1972 l'agence de reportages Viva aux côtés de Martine Frank, Richard Kalvar ou Guy Le Querrec.

PHOTO CLAUDE DITYVON.
COURTESY MILLON

et la crosse en la cathédrale Notre-Dame, puis des échauffourées entre la police et les étudiants devant le café-tabac Le Cluny, à l'angle des boulevards Saint-Michel et Saint-Germain (mais le reportage ne diffuse pas le son des explosions). Cinquante ans plus tard, je sais qu'Alain Geismar a pleuré ce jour-là rue Saint-Jacques, pas seulement à cause des gaz lacrymogènes, mais parce que, en ce 8 mai 1968, à la suite d'une négociation secrète avec le gouvernement, les étudiants de la Sorbonne ont failli renoncer à la révolution, avant de se raviser dans la soirée. Ce fut «une journée de doute et d'amertume».

Tous les mouvements sociaux traversent ces moments d'incertitude, où la tentation de renoncer alterne avec l'envie de tout foutre en l'air. Par exemple, à l'heure où j'écris ces lignes, cinquante ans plus tard, les grévistes hésitent comme ce jour-là, quand j'avais 2 ans et demi, entre la résignation et la colère. «C'est l'heure de la sieste», dit maman. Or je ne veux pas dormir. Dans mon petit lit à barreaux, je sanglote en regardant le réverbère de la rue qui me rappelle l'allumeur du *Petit Prince*, dont j'écoute souvent le dis-

que, lu par Gérard Philipe : «A mille milles de toute terre habitée... j'étais bien plus isolé qu'un naufragé sur un radeau au milieu de l'océan.» Je pleure de rage et de haine impuissante. Je veux jouer avec mon frère. Je veux encore un câlin de ma mère. Je ne veux pas être traité comme un bébé. Je suis un grand garçon, merde : pas question de dormir à 14h30 ! La porte de ma chambre est fermée. Ma mère est redescendue dans le salon, Ann-Gret ne viendra pas (elle ne cède jamais), Charles s'est endormi. Après cinq minutes de furie solitaire à m'égosiller pour rien, je cesse de couiner. Je contemple encore un peu le mobile qui tremble au-dessus de mon lit d'enfant, dont la boîte à musique a arrêté d'interpréter en boucle la *Petite Musique de nuit* en plein jour. Je distingue un morceau de ciel bleu par la fenêtre. Je sèche mes larmes et j'arrête de gigoter en vain. J'appuie sur mes paupières pour faire apparaître de nouvelles visions géométriques, qui vont progressivement se transformer en rêve. C'est la première fois que je renonce à la révolution, mais pas la dernière.

FRÉDÉRIC BEIGBEDER

Mercredi, le 9 mai vu par Tariq Ali.

8 MAI : LES ÉTUDIANTS REFUSENT TOUT COMPROMIS

La marche du 7 mai jusqu'à l'Etoile n'a pas impressionné le Général. En Conseil des ministres, alors qu'Alain Peyrefitte explique la situation à l'université, De Gaulle se fait tranchant. L'enseignement supérieur a disposé de moyens considérables, dit-il, il faut démocratiser mais aussi sélectionner. Quant au mouvement étudiant, il faut l'étouffer dans l'œuf. «Une émeute, dit le Général, c'est comme un incendie, ça se combat dans les premières minutes.» Le Conseil publie un communiqué bref et ferme. L'Unef crie à la provocation : aucune des revendications étudiantes n'est abordée.

Pourtant, en coulisse, une négociation se noue. Par l'intermédiaire de la Fédération de l'Education nationale (FEN), l'Unef et le Snesup explorent avec le cabinet d'Alain Peyrefitte une possibilité de compromis : on relâchera les étudiants français, on gardera les autres, étudiants étrangers ou non-étudiants. Les syndicats sont tentés : en échange, la Sorbonne sera rouverte et la police se retirera. A l'Assemblée, le ministre laisse entendre qu'un apaisement est possible si la violence cesse.

«De Gaulle a cédé», titre France-Soir. Mais l'état-major de la révolte, autour du 22-

Mars et de la JCR, crie au scandale. Séparer les manifestants emprisonnés, c'est aller à l'inverse du mouvement, qui veut s'étendre hors de l'université, et abandonner une partie des manifestants arrêtés. Le soir, un meeting à la Halle aux Vins se déroule sous la pluie, morne et divisé. La base étudiante a vent du compromis : elle proteste énergiquement. Cohn-Bendit, Krivine, Péninou, Bouguereau plaident pour l'intransigeance : libération de tous les prisonniers, Sorbonne rouverte, police hors du Quartier latin. Ils ont compris que la masse étudiante veut encore en découvrir, que tout compromis sera vécu comme une trahison.

Plus tard dans la soirée, alors que l'état-major du 22-Mars est réuni, Geismar, patron du Snesup, fait une entrée mélodramatique. Au bord des larmes, il dénonce le compromis qu'il a lui-même négocié au nom de son organisation et se range sur la position dure : acceptation des trois points ou poursuite du mouvement. On convoque une nouvelle manifestation pour le vendredi 10 mai à 18 h 30, aux abords du Quartier latin, qu'on cherchera à reconquérir. Tous les éléments du drame sont en place.

LAURENT JOFFRIN

Retirada

Anna Gabriel Féministe et anticapitaliste, la militante catalane indépendantiste a dû s'exiler en Suisse pour continuer la lutte.



Souvent, elle se réveille avec la sensation d'un cauchemar: qu'est-ce que je fais ici, en Suisse, à Genève, alors que ma place est en Catalogne, pour lutter en faveur de l'indépendance devant être arrachée à «l'Etat espagnol»? On lui a prêté une chambre, dans le centre de la cité helvétique. «Mais qu'est-ce que la vie est chère!» s'exclame-t-elle plusieurs fois. Anna Gabriel n'entrera pas dans les détails mais «des amis catalans et suisses» ont été généreux avec elle, lui permettant de subvenir à ses besoins, sur ce bord du lac Léman où triomphent les millionnaires. Alors, oui, on ose lui demander tout de go: que fait ici une militante anti-capitaliste, jean usé, tee-shirt violet et survêt bleu, la simplicité même, une décontraction sans fard? Longs cheveux soyeux et noirs de jais, des boucles d'oreilles argentées d'ample diamètre pour seule coquetterie, elle dit, les yeux dans les yeux, avec toute sa force de conviction: «Ce que je fais ici? Je mets mon corps et mon existence au service d'une cause juste.»

Pour la justice et le gouvernement espagnols, ainsi que pour une large majorité de citoyens ibères, Anna Gabriel, 43 ans, est une fugitive. Quelqu'un qui a pris la poudre d'escampette. A l'instar d'une douzaine d'autres personnalités sécessionnis-

tes catalanes, le tribunal suprême l'accuse de «rébellion», l'une des charges les plus graves du code pénal espagnol pouvant aller jusqu'à trente ans de réclusion. Sa perspective à elle est diamétralement opposée: «Je suis une exilée.» Une exilée qui a bien choisi sa destination: la Suisse, ne faisant pas partie de l'Union européenne (UE), le mandat d'arrêt communautaire ne s'applique pas, et les processus d'extradition sont longs et compliqués. Tout spécialement entre Madrid et Berne, la capitale espagnole ayant jusqu'ici refusé de livrer l'informaticien Hervé Falciani, Franco-Suisse qui avait subtilisé les données de 130 000 clients de HSBC.

La fugue, ou l'exil, d'Anna Gabriel remonte à février: la seule façon d'éviter les crocs judiciaires du juge Pablo Llarena qui la voudrait derrière les barreaux. «Le choix de Genève a été bien réfléchi. Ici, on a tendance à refuser systématiquement une extradition si les faits reprochés sont de caractère politique, ce qui est évidemment mon cas.» Elle ajoute: «Genève est la ville des ONG et de la défense des droits humains, une ville qui peut servir de bonne caisse de résonance à la cause catalane.» Elle a d'ailleurs insisté pour que l'entretien et la séance de photo aient lieu à côté de «la Chaise», sur la grande place qui jouxte

le siège de l'ONU. Elle a aussi insisté pour que la rencontre coïncide avec la présence de dizaines de femmes kurdes en habits traditionnels qui protestent contre le régime d'Erdogan, en chantant à pleins poumons dans une sono saturée. «Comparée à d'autres, je suis une exilée de luxe», reconnaît-elle. Parmi les «exilés» séparatistes catalans, elle a un profil à part. Reclus en Allemagne, l'ex-chef de l'exécutif, Carles Puigdemont, vient de cette classe moyenne aisée pour laquelle l'indépendance signifierait surtout une partition historique avec une Espagne honnie pour sa supposée culture autoritariste. C'est aussi le cas de la dirigeante séparatiste Marta Rovira, elle aussi réfugiée à Genève. Ces deux-là rêvent de bâtir une République de Catalogne sur le modèle du Danemark ou des Pays-Bas, une nouvelle social-démocratie.

Le désir de Gabriel est bien plus radical, révolutionnaire: son ennemi n'est pas seulement l'Etat espagnol, mais aussi le système capitaliste en soi. Son moteur: jeter les fondations d'une nouvelle République, sociale et socialiste, féministe, écologique, sans inégalités, contre le capital, les divers patronats, la domination des multinationales et le commerce des armes, une démocratie directe. Bref, une utopie à la Charles Fourier, version XXI^e siècle.

Elle ne voit guère d'utopie là-dedans. Elle en parle comme d'un «projet politique», certes «loin d'être réalisé». Comprendons-la: cette culture anarcho-ouvriériste, Gabriel baigne dedans depuis le berceau. Grand-mère *cenetista*, c'est-à-dire appartenant à la CNT, syndicat libertaire, mère socialiste pur jus, racines minières à Huelva et à Murcia, origines ouvrières en Catalogne: «Dans ma généalogie, les hommes travaillent dans la mine, les femmes dans le textile. Tous ont été impliqués dans les luttes sociales.»

Logiquement, dès 17 ans, la jeune Anna milite dans des groupes antifascistes d'extrême gauche à Sallent, petite bourgade au nord de Barcelone. Elle est celle qui parle plus haut, plus fort, mieux que les autres. En 2003, avec son groupe radical, elle parvient à jeter à la rue le maire, un notable nationaliste. A la même époque, cette brune au caractère trempé intègre les CUP, ces candidatures d'unité populaire, féroce antisystème. Au Parlement catalan, cette extrême gauche est ultraminoritaire avec ses quatre sièges, mais sans son bénédicité, aucune coalition sécessionniste n'est possible pour défier Madrid. Pratiquant l'autogestion, les CUP interdisent les cumuls de mandats, obligent leurs élus à un système de rotation, à la solidarité pécuniaire, et se soumettent à la volonté des assemblées. Ainsi, Gabriel fut députée régionale et porte-parole entre 2015 et 2017. Droite dans ses bottes, sur cette place de l'ONU dominée par des mélodies kurdes, cette fan de rock et de chanteurs sud-américains, comme Víctor Jara ou Pablo Milanés, veut ici incarner une résistance. Parler aux médias, internationaliser le conflit, expliquer son statut d'«exilée», dénoncer «la répression néofranquiste» de Madrid. Pour cela, elle a du ventre. «A plusieurs reprises, on m'a menacé de mort, à Valence par exemple, des militants d'extrême droite.»

Ces jours-ci, on se moque d'elle pour avoir renoncé à sa frange à l'esthétique radicale pour une coupe plus «bourgeoise». «Les conservateurs espagnols sont si stupides!» réagit-elle. Un jour de 2016, cette célibataire sans enfants leur a balancé sa caustique ironie: «Je suis Anna Gabriel, forcément pute, traître, aigrie et mal baisée, car je défends une Catalogne libre.» Aujourd'hui, elle se doute bien que son séjour genevois va durer. Il va donc falloir un boulot à cette lectrice de biographies qui a rédigé celle d'August Gil Matamala, avocat catalan très engagé socialement. Celle qui fut tout à tour employée dans le textile, licenciée en droit, prof de fac à Barcelone et éducatrice sociale, cherche ces jours-ci un job, lui procurant revenus et permis de séjour. Aubaine: le professeur Levrat de l'université de Genève pourrait être son directeur de thèse de doctorat. Le sujet est tout trouvé: la légitimité du droit à l'autodétermination des peuples. ◆

Par **FRANÇOIS MUSSEAU**
Photo **OLIVIER VOGELSANG**

LE PORTRAIT